

L'ANCER La lettre de

BULLETIN DE LIAISON DES CHASSEURS PROTECTEURS DE LA NATURE

N° 56- NOVEMBRE 2006

ENTRE OPTIMISME ET PESSIMISME.

Sans être d'un optimisme béat je notais à l'occasion de la dernière Assemblée Générale de notre Association une évolution plutôt positive de la chasse française que l'on retrouvait aussi dans l'image moins négative que les médias renvoyaient de notre activité. Ceci s'est d'ailleurs trouvé confirmé dans les différents reportages que nous avons pu voir à la TV à l'occasion de l'ouverture de la chasse.

Il y a eu en août, le feuillet annuel des dates d'ouverture du gibier d'eau qui sur fond de peste aviaire et avec l'autorisation d'utiliser de nouveau les appellants (même au prix de contraintes fortes) s'est à peu près bien passé. A noter quand même (ceci expliquant peut être cela), le rejet du recours déposé par les Associations de Protection de la Nature.

Au niveau fédéral on voit des FDC qui font vraiment avancer les choses dans le bon sens.

Malheureusement il n'y a pas que de bonnes nouvelles, si on reste au niveau fédéral on relève des demandes injustifiables comme par exemple la prolongation de la chasse sur le ramier en hivernage, ou encore une véritable fatwa lancée à l'encontre des busards accusés de tous les maux.

En ce qui concerne les espèces, le grand gibier se portent bien voire trop bien (le sanglier dans certaines régions par exemple), pour le petit gibier (la perdrix entre autre) c'est nettement moins brillant voire catastrophique. Pour les espèces migratrices d'une manière globale, ce début de saison est plutôt médiocre, l'automne particulièrement doux que nous connaissons ne suffisant probablement pas à lui seul à expliquer cela.

Du côté des territoires rien de bien positif, on continue allègrement à détruire... ou à construire ce qui bien souvent revient malheureusement au même.

Parmi beaucoup d'autres une information m'a particulièrement interpellé : la tuberculose qui sévit en forêt de Brotonne et qui a contraint les autorités à lancer une campagne visant à éradiquer de ce massif les ongulés sauvages. J'imagine sans peine le crève-cœur des chasseurs de ce massif obligés de sacrifier eux-mêmes l'objet de leur passion. Souhaitons que cette opération réussisse, que la maladie n'essaime pas et que des animaux sains reviennent rapidement peupler ce magnifique massif..

Reste un sujet que l'on évoque peu mais sur lequel je suis véritablement très inquiet ; le développement de la culture de plantes destinées à produire des biocarburants, qui à mon sens se traduira inéluctablement par de nouvelles atteintes et dégradations des biotopes.

Une certitude, ce n'est pas demain que l'ANCER perdra sa raison d'être.

Michel LEGOUX.
Président de l'ANCER.

La "Lettre de l'ANCER" est une publication réalisée par l'Association Nationale pour une Chasse Ecologiquement Responsable fondée en 1989.

Association pour une Chasse Ecologiquement Responsable

Siège Social :

1, rue de la Truite
78550 - HOUDAN

COMITE DE REDACTION

Michel LEGOUX

Simon CHARBONNEAU

Elisabeth DE BAUDREUIL

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO :

Bernard BACHASSON

Jean-Paul BOIDOT

Michel COLLARD

Marcel DELBOS

Christian DROCOURT

Paul-Henri HANSEN CATTÀ

Jean-Michel HARMAND

Franck WEBER

ADHESIONS-ABONNEMENTS

ANCER

1, rue de la Truite

78550 - HOUDAN

Tel/Fax 01.30.88.11.67

ancer.asso@wanadoo.fr

**Les adhérents bénéficient
de la gratuité de la revue.**

Adhésion France : à partir de 30 €

Adhésion Etranger : à partir de 35 €

Les textes et articles publiés dans la "Lettre de l'ANCER" engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.



L'ÉCOCONDITIONNALITÉ DES AIDES CONSENTIES AUX AGRICULTEURS

Il fut un temps, pas si lointain que cela, où l'agriculture ne pouvait s'exercer qu'en symbiose avec la nature. Tributaire des caprices de cette dernière, qu'il s'agisse de l'eau (sécheresse), de la température (gel) ou du vent, elle n'avait recours qu'à des techniques, certes ingénieuses, mais provenant toutes de la nature, telles que la traction animale, les moyens naturels de lutte contre les ravageurs et la fumure organique destinées à augmenter ses rendements. Aujourd'hui encore, elle est dépendante à plus de 80% de la nature du fait de la photosynthèse, de l'eau et du sol. Le travail de la terre s'inscrivait donc totalement dans le cycle écologique, surtout dans la mesure où le modèle de la polyculture/élevage était alors généralisé. Il en résultait une variété extraordinaire des paysages et des biotopes favorables à la faune sauvage, en particulier pour l'avifaune sédentaire comme migratrice. En cette époque bénie, l'environnement n'avait donc pas besoin d'être protégé ! Cet équilibre ancestral a été mis à bas par la révolution agricole des années soixante qui a vu se généraliser la monoculture céréalière et l'élevage intensif avec sa cohorte de conséquences désastreuses pour l'environnement. Le remembrement et l'utilisation massive de pesticides ont été ainsi été à l'origine de la pollution des eaux, de la destruction des paysages ruraux comme de la biodiversité. La raréfaction dramatique du petit gibier sédentaire à partir des années 70 n'a pas d'autres origines, **le phénomène s'étant par ailleurs amplifié** compte tenu de l'absence de gestion cynégétique.

Or cette révolution agricole n'a pu avoir lieu sans l'intervention d'une politique d'abord conçue au plan national puis européen avec la PAC. Dès 1960, des lois d'orientation agricole ont été adoptées qui ont constitué l'échine dorsale de notre Code Rural dont les dispositions ont permis pendant des décennies d'araser les haies, de faire disparaître le bocage de nombreuses régions et d'assécher d'immenses zones humides comme le marais poitevin pour y cultiver du maïs. Ces dispositions étaient d'autant plus pernicieuses qu'elles combinaient à la fois des méthodes administratives autoritaires et des méthodes incitatives fondées sur des subventions. Il faut donc dire merci au Ministère de l'Agriculture qui a fait tant de mal à la chasse ! Parallèlement à ce processus d'intensification agricole destructeur de la grande majorité des écosystèmes modifiés caractérisant le milieu rural, les premières mesures de protection de l'environnement se caractérisèrent par une conception zonale de la sauvegarde des espaces naturels. La première loi de protection de la nature dont on a fêté cette année les trente ans se contentait de dispositions instituant des réserves naturelles et des listes d'espèces protégées. Elle ne prétendait donc nullement « écologiser » notre Code Rural qui pourtant en avait bien besoin.

Ce n'est que depuis une date récente que l'on assiste par voie législative à une intégration progressive et fort prudente des préoccupations d'environnement au sein

du Code Rural et Forestier. Cette intégration résulte de lois d'orientation agricole et forestière, découlant, elles même de directives européennes fondant la nouvelle PAC qui s'est mise en place progressivement à partir des années 90. Il y a eu d'abord les mesures agri-environnementales conçues par l'Europe au début des années 90 et traduites en droit national par les contrats territoriaux d'exploitation, puis en 2003 par les contrats d'agriculture durable. Ces mesures ne concernaient qu'une toute petite partie des exploitations agricoles qui avaient choisi d'en adopter la démarche. Tout s'est accéléré à partir de 1999 avec la nouvelle PAC qui est fondée sur des aides directes allouées aux agriculteurs, contrairement à l'ancien système de soutien à la production. Des directives européennes ont alors imposé le principe dit de l'écoconditionnalité des aides communautaires et nationales, autrement dit de la conditionnalité environnementale des soutiens financiers alloués aux agriculteurs. Les aides sont accordées à condition qu'un certain nombre de contraintes environnementales soient respectées. Ce nouveau système est désormais inscrit aux articles D.615-45 et suivants de notre Code Rural résultant d'un décret de novembre 2005 précisé par un arrêté ministériel en date du 31 juillet 2006. Dorénavant, il est prévu que tout agriculteur prétendant bénéficier d'un soutien financier alloué dans le cadre de la PAC doit mettre en place un **couvert environnemental** correspondant à 3% de la surface agricole utile aidée. Précision déterminante pour l'avifaune, ce couvert ne doit faire l'objet d'aucune fertilisation chimique, ni d'aucun traitement par des pesticides. Cette mesure, quoique modeste en pourcentage, s'avèrera certainement très utile du point de vue de la protection de l'environnement dans les grandes exploitations céréalières qui depuis cinquante ans se sont acharnées à liquider les derniers couverts de leur propriété. Il est précisé par ailleurs que ce couvert doit être prioritairement implanté le long des cours d'eau sur une largeur minimale de 10 mètres, une disposition précieuse pour améliorer la qualité des eaux de surface. Notons que, par dérogation à cette règle, les superficies consacrées au gel des terres peuvent servir de couvert environnemental. De plus, il est désormais prévu que le brûlage des chaumes est interdit, disposition positive, mais que les résidus de culture doivent être broyés et enfouis un mois après la récolte, disposition négative pour l'alimentation du petit gibier sédentaire. Enfin l'article D.615-48 du Code Rural impose aux agriculteurs d'assurer une diversité de cultures sur leur surface agricole utile, à l'exception des exploitations d'élevage extensif utilisant des prairies permanentes et de celles pratiquant le couvert hivernal total du sol. L'arrêté ministériel de juillet 2006 précise que l'exploitation devra comporter au minimum deux familles de cultures représentant chacune 5% de la sole cultivée. Cette disposition minimale devrait contribuer à introduire de la diversité culturelle favorable au petit gibier au sein des grandes exploitations de monoculture céréalière. Une obligation d'entretien des surfaces vouées à ces cultures et au couvert environnemental est imposée aux exploitants.

Tout ce nouveau dispositif réglementaire doit être mis en œuvre localement par les Préfets aidés par les directions départementales de l'agriculture qui verront leur charge de travail considérablement augmentée malgré une



absence notable de moyens. En effet, ces textes prévoient une obligation de contrôle du respect par les exploitants de ces nouvelles dispositions, effectuée par les agents de la DDAF. En cas de non respect constaté, les articles D.615-57 et suivants du Code Rural prévoient une réduction des aides proportionnelle à l'importance des non conformités. Un taux de réduction des aides est prévu résultant d'un calcul savant. Autrement dit, avec un tel système, le non respect des textes fait l'objet de sanctions financières et non plus pénales comme notre droit le prévoit normalement. Un tel système d'écoconditionnalité est également prévu par un arrêté ministériel en date du 11 septembre 2006 relatif au plan végétal pour l'environnement instituant la possibilité de subventions accordées à des projets d'équipement ou d'aménagement agri-environnementaux tels que la plantation de haies.

Ce nouveau dispositif réglementaire pour utile qu'il soit du point de vue de la biodiversité apparaît très pesant pour les exploitants et lourd à mettre en œuvre pour l'administration. On peut en particulier avoir quelques doutes quant à l'efficacité des contrôles effectués par les DDAF, compte tenu de la faiblesse de leurs moyens. A vrai dire, tout dépendra de la bonne volonté des exploitants, car rien ne pourra remplacer la conviction personnelle de chacun d'eux de retrouver l'esprit originel de l'agriculture fondée sur le respect de la nature.

Simon CHARBONNEAU.
Président d'honneurs de l'ANCER.

UNE ALLIANCE TOUT CONTRE LA NATURE

Dans l'Aisne, département picard, naturAgora met en action la philosophie profonde de l'Ancer.

« L'agora, c'est, nous le savons, la place où se rencontraient les citoyens de la Grèce antique, c'est-à-dire par excellence le lieu le plus urbain qui soit, le cœur de la cité, l'endroit où les citoyens jouissent pleinement de leur qualité de citoyens. Or le nom que vous

avez choisi pour ce centre, unique en son genre, revendique la qualité d'agora pour un lieu dédié à la nature » remarquait, non sans malice, Évelyne Ratte préfet de l'Aisne, venue inaugurer, le 8 juillet dernier, naturAgora, endroit peu ordinaire situé à Barenton-Bugny, commune de 500 habitants à une dizaine de kilomètres au nord de Laon.

Ces 1 400 m² HQS (haute qualité environnementale) construits de plain-pied sur une friche industrielle de 80 hectares acquis par la *Fondation pour la protection des habitats de la faune sauvage*, abrite les chasseurs, les colombophiles, les pêcheurs, les randonneurs et les universitaires de l'*Association pour le développement des recherches et de l'enseignement sur l'environnement* (Adree). « *En créant naturagora, vous déclarez la naissance d'une culture de la nature, d'une urbanité des espaces naturels, d'une civilisation de l'environnement*, insista Évelyne Ratte. *N'ayons pas peur des mots, surtout lorsque comme celui-ci, ils portent une charge intellectuelle et civique aussi forte : nous pouvons considérer que la création de ce site ainsi baptisé a une véritable dimension historique.* »

En 1994, Bruno Doyet suggère que la Fédération des chasseurs de l'Aisne, dont il est alors l'un des techniciens, acquière des bassins de décantations, désaffectés, où l'avifaune migratrice se fait de plus en plus présente et que la *Générale Sucrière* (G.S), *Saint-Louis* depuis, souhaite céder. La Fédération fait alors sa "révolution culturelle" ; le projet devint vite un enjeu entre les anciens (qui venaient d'être écartés du Conseil d'administration) et les modernes, les premiers dénonçant une idée mégalomane, les seconds argumentant qu'il y a là un challenge, la reconversion écologique d'un site industriel... à l'initiative des chasseurs.

En arrière-plan, un enjeu économique alimente la polémique : dans cette région à forte valeur agricole, cette friche de la sucrerie d'Aulnoy pèse "quelques" hectares hautement convoités. Le patron de la G.S., un chasseur, Bernard Dumon, qui a commencé là sa carrière, souhaite une acquisition par la Fédération. Il a bien perçu que rendre ces hectares à l'agriculture intensive présente moins d'intérêt, et pas seulement pour l'image du groupe, que d'y tenter l'aventure d'une réhabilitation écologique. Son décès, accidentel, faillit faire capoter le projet mais la nouvelle gouvernance du groupe, malgré de pressions de tous ordres, s'en tient au choix du PDG tragiquement disparu. De son côté, la Chambre d'agriculture de l'Aisne observe une neutralité bienveillante. En 1996, les bassins deviennent, finalement, la propriété de la Fondation qui en délègue la gestion à la Fédération.

Se pose alors la question du "comment faire" en terme de gestion du milieu : soit le rendre à son état originel de tourbière, avant que la sucrerie ne s'y installe dans les années 1920 ; soit le laisser "dans son jus", avec ses bassins endigués de la main de l'homme. Consultés, les biogéographes de l'Adree, implantés de longue date dans l'Aisne, soutiennent que la position novatrice, et scientifiquement pertinente, consiste à observer comment la nature reprend ses droits dans ce qu'il y a de moins "naturel", une friche industrielle. En filigrane de cette option, l'affirmation d'une conception écologique hors dogme, celle qui ne distingue pas les activités humaines du concept de nature. L'Adree est entendue.

Avec prudence et circonspection, la Fédération, dont Bruno Doyet devient le directeur, prend en main la destinée des lieux, réunit un groupe de professeurs d'un lycée laonnois pour mettre en place un programme d'activités pédagogiques, crée un emploi d'animateur et se fait doucement à l'idée qu'elle pourrait bien s'installer là. Nous sommes en 1998 ; le Conseil général (PS) lance sa Charte de l'environnement ; "l'idée citoyenne" que lui présente la Fédération des chasseurs de réaliser sur le site un pôle environnement qui pourrait accueillir des structures liées aux activités de nature, arrive à point nommé. L'année suivante, 2 millions d'euros sont mobilisés pour le projet, sur des fonds départementaux, régionaux et européens.

Durant toutes ces années, la Fédération des chasseurs de l'Aisne – « rendre à la nature ce que la nature nous donne », dit sa devise – gagne en considération par ces initiatives en faveur de la protection des milieux, de la gestion des espèces et de relations apaisées avec les autres utilisateurs de la nature. Ainsi elle noue des relations de qualité avec bon nombre des représentants du milieu associatif départemental, notamment les randonneurs, cultive ses amitiés chez les pêcheurs, se découvre des relations du côté des colombophiles et développe des partenariats avec l'Adree. Ce climat d'extrême cordialité permet d'aboutir à l'alliance que constitue naturAgora (le nom est une invention de Jean-Paul Amat (CNRS), directeur du laboratoire Espaces, Nature, Culture à la Sorbonne, l'un des chefs de file de la biogéographie en Europe et président de l'Adree).

Au programme de ce qui est désormais une association – la présidence tournera à un rythme annuel entre chacun des partenaires – dont le directeur est naturellement Bruno Doyet :

- la création d'événements départementaux favorisant la rencontre des usagers de la nature ;
- l'organisation de rencontres, de forum, de colloques pluridisciplinaires, d'ambition régionale, nationale ou européenne sur les problématiques de conservation, de protection et de restauration de la biodiversité ;
- la communication auprès du grand public des savoirs faire et des cultures dont sont porteurs les partenaires de naturAgora.

Dans les cartons de naturAgora, son élargissement, bien entendu, à d'autres usagers ; les prochains partenaires pourraient bien être les cavaliers...

Cet été, lors de l'ouverture du site www.naturagora.fr figurait une citation de Sénèque qui dit bien l'état d'esprit des porteurs de cette aventure d'un genre nouveau : « *Ce n'est pas parce que les choses sont*

difficiles que nous n'osons pas. C'est parce que nous n'osons pas qu'elles semblent difficiles. »

Une force en devenir

NaturAgora représente plus de 50 000 pratiquants d'activités de nature, dans un département qui compte 250 000 foyers. Elle s'affirme comme la plus importante institution associative du département. L'ensemble des collaborateurs des structures qui composent naturAgora représente une équipe de près de 70 professionnels de l'environnement.

L'Association pour le développement des recherches et de l'enseignement sur l'environnement (Adree), partenaire scientifique de naturAgora, maîtrise quatre domaines de compétence :

- la formation universitaire et la vulgarisation scientifique ;
 - les systèmes d'information géographique (SIG) et la modélisation spatiale ;
 - l'analyse des dynamiques biogéographiques et paysagères ;
 - l'assistance à la gestion concertée des territoires.
- À naturAgora, outre ses bureaux et son laboratoire, l'Adree dispose des logements lui permettant d'accueillir ses invités ou stagiaires universitaires.

Paul-Henri HANSEN-CATTA

L'inauguration : L'auteur au côté de Xavier Bertrand le ministre de la Santé.



Des actions concrètes

Deux exemples du positionnement de naturAgora :

- la défense et la restauration des chemins ruraux autour de l'association Chemins de l'Aisne qui entreprend de sensibiliser les élus locaux à la gestion de ces sites emblématiques de la nature ordinaire ;
- la mise en place de bonnes pratiques pour l'entretien des bords de routes ; une étude scientifique conduite par l'Adree vient d'être réalisée qui démontre combien ces micromilieus constituent des réservoirs remarquables de biodiversité.

BIODIVERSITE ET ESPECES INVASIVES

Pendant des millions d'années, les phénomènes géologiques, climatiques et la lente évolution de la faune et de la flore, ont créé, transformé, fait disparaître les écosystèmes et régulé la biodiversité.

Les atteintes aux écosystèmes et à la biodiversité ne sont pas un phénomène récent : la première grande intervention humaine, en Europe, date du néolithique avec l'apparition de l'agriculture (à partir de -3500 ans) environ. L'agriculture européenne va progresser essentiellement à partir de plantes et d'animaux venus « d'ailleurs » - soit environ, une centaine d'espèces à but alimentaire. Leur introduction n'a pas été sans conséquences sur les écosystèmes et la biodiversité, mais surtout l'homme venait de faire naître une opposition majeure et durable, celle du sauvage et du cultivé, du sauvage et du domestiqué.

Au cours du Moyen Age, l'expansion de l'agriculture entraîne d'importants bouleversements écologiques : défrichement intense de la forêt associés à la technique des feux courants, assèchement des zones marécageuses. Peu d'espèces exogènes s'installent durant cette période, les plus importantes sont des espèces fruitières et la rose ramenée par les croisés...

Dés lors les introductions délibérées vont se poursuivre jusqu'à nos jours. Les grands navigateurs du XVI^{ème} siècle ramènent des Caraïbes et de la Méso-Amérique, le tabac, le maïs, le haricot, la tomate, la pomme de terre, le tournesol mais aussi la dinde et le canard de Barbarie (qui fait depuis la renommée du Sud-Ouest). Plus tard, les naturalistes qui accompagnent les grandes expéditions du XVII^{ème} et surtout du XVIII^{ème} siècle, ont pour mission de ramener (Lettre du Roi) « toutes les espèces susceptibles d'améliorer l'agriculture et l'élevage, de contribuer ainsi à la richesse nationale ».

Du début du XIX^{ème} siècle à nos jours la population va régulièrement augmenter, de nouvelles terres agricoles sont nécessaires pour la nourrir – les écosystèmes subissent à nouveau des déboisements, des drainages. Parallèlement (au XIX^{ème} siècle) certaines zones insalubres ou peu fertiles sont boisées (Landes, Sologne).

A partir de 1950, l'urbanisation, les grandes voies de communication, l'extension des méthodes industrielles de culture provoquent de nouvelles atteintes aux écosystèmes : remembrement, généralisation des monocultures. L'augmentation de la productivité passe par l'introduction de plantes nouvelles (maïs hybride... l'utilisation massive d'engrais, de pesticides et l'usage fréquent de l'irrigation.

Dans beaucoup de ces écosystèmes dégradés, les espèces indigènes déstabilisées par les perturbations de leur milieu résistent difficilement à la compétition imposée par les espèces invasives opportunistes. Dans une prairie naturelle peuvent cohabiter des centaines d'espèces de végétaux et d'insectes : le champ de maïs ou de colza... qui la remplace ne regroupe qu'une espèce cultivée, qu'une espèce d'insecte inféodée à la culture, quelques herbacées et quelques autres espèces d'insectes ayant résisté aux traitements pesticides.

Actuellement, se profile un acteur majeur de la perturbation des écosystèmes : le réchauffement de la planète

qui favorise l'adaptation des espèces invasives introduites grâce aux échanges commerciaux.

Les responsables politiques ont pris quelques initiatives pour lutter contre l'arrivée de ces espèces. L'Union Européenne dans sa directive Habitats (1992), exige de ses membres « que l'introduction intentionnelle d'une espèce non indigène sur leur territoire soit réglementée de manière à ne porter aucun préjudice aux habitats naturels, ni à la faune et la flore sauvages indigènes et d'interdire une telle introduction s'ils le jugent nécessaire ».

Pour la France, les responsables d'une introduction préjudiciable aux milieux naturels, à la faune et à la flore, sont susceptibles d'être sanctionnés (loi Barnier 1985). Cette législation n'est pas toujours appliquée compte tenu des difficultés pratiques pour réaliser les contrôles nécessaires.

Si beaucoup d'introductions sont plus ou moins accidentelles (liées au commerce des plantes, des semences, des bois...) d'autres sont destinées à des activités de « loisirs » : arbres et plantes d'ornement, espèces animales vivantes (oiseaux, reptiles, amphibiens, mammifères...) certaines de ces espèces sont lâchées dans la nature (volontairement ou non), et peuvent provoquer la disparition d'espèces autochtones (tortues de Floride, écrevisses américaines, grenouilles taureaux, visons d'Amérique, ragondins...). Ce commerce est doublé par un trafic illégal qui représenterait une source très importante de revenus illicites.

En fait, quel que soit le mode d'introduction d'espèces nouvelles, les responsables ne se préoccupent pas d'impacts négatifs possibles. Les conséquences et le coût des nuisances ne seront jamais à leur charge, mais à celle de la collectivité.

La communauté scientifique est souvent divisée sur le problème des introductions nouvelles. Certains défendent une position radicale : refus de toute introduction afin de protéger les écosystèmes. D'autres sont pour et arguent que les introductions ont un impact économique important, en particulier dans l'agriculture ou dans la restauration de systèmes dégradés (reboisement avec des essences nouvelles...). Enfin, d'autres estiment que les invasions sont des processus normaux qui ont toujours eu lieu au cours de l'évolution et que l'intensification des échanges commerciaux est un phénomène irréversible.

Marcel DELBOS.

CHASSE DU GIBIER D'EAU POINT SUR LE DEBUT DE SAISON...

A en croire la grogne et le pessimisme ambiants, très palpables lors des Etats Généraux de mai, la saison de chasse au gibier d'eau se présentait sous de sombres auspices. L'arrêté du MED du 24 mars 2006 fixait des ouvertures à tiroirs, opérant des distinctions entre les territoires et par espèces, mais cet effort louable consenti pour plaire à la commission européenne ne

satisfaisait ni les chasseurs ni leurs adversaires, d'où les recours dont il faisait l'objet devant le Conseil d'Etat. Parallèlement, le risque d'un retour de l'influenza aviaire à l'automne menaçait le droit à l'utilisation des appelants vivants. Enfin, cette saison devait marquer la fin de l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides.

Dans les faits, le Conseil d'Etat ayant confirmé le légalité de l'arrêté d'ouverture, la chasse a pu débuter normalement, à savoir : dès le 5 août sur le DPM et certains étangs littoraux du Médoc, et à partir du 26 août dans l'intérieur. Toutefois, la situation est restée très confuse sur le pourtour méditerranéen, où des ouvertures sauvages ont encore été observées.

Dans le même temps, sur le front de l'Influenza aviaire, les négociations engagées par la France auprès de la Commission Européenne ont abouti à un accord de principe, permettant à la France de déroger à l'interdiction de l'utilisation des appelants pour la chasse, sous réserve du respect de règles de biosécurité très strictes et particulièrement contraignantes.

Pour définir le cadre réglementaires adaptés, divers textes ministériels ont été publiés entre fin juillet et début août :

- Arrêté du 24 juillet 2006 modifiant l'arrêté du 4 novembre 2003 modifié relatif à l'usage des appeaux et des appelants pour la chasse des oiseaux de passage et du gibier d'eau et pour la destruction des animaux nuisibles.
- Arrêté du 1er août 2006 modifiant l'arrêté du 18 février 2006 fixant des mesures techniques et administratives applicables lors d'une suspicion ou d'une confirmation d'influenza aviaire hautement pathogène causée par un virus de sous-type H5N1 chez des oiseaux vivant à l'état sauvage.
- Arrêté du 1er août 2006 fixant des mesures sanitaires concernant l'usage des appelants utilisés pour la chasse du gibier d'eau.
- Note de service DGAL/SDSPA/N2006-8203 du 14 août 2006 : Mesures de biosécurité à mettre en oeuvre en application de l'arrêté ministériel du 1er août 2006 fixant les mesures sanitaires concernant l'usage des appelants utilisés pour la chasse du gibier d'eau.
- Note de service DGAL/SDSPA/N2006-8215 du 30 août 2006 : Modalités de la surveillance de l'influenza aviaire chez les appelants utilisés pour la chasse au gibier d'eau en application de l'arrêté ministériel du 1er août 2006 fixant les mesures sanitaires concernant l'usage des appelants utilisés pour la chasse du gibier d'eau.

Dans ces circonstances, après s'être réjouis un peu vite d'avoir retrouvé le plein droit de détenir, transporter, et utiliser leurs appelants, les chasseurs de gibier d'eau ont soudain pris conscience de la complexité et de la précarité de leur situation. En effet, ces textes s'avéraient particulièrement contraignants en matière de contrôle et de surveillance sanitaire, imposant notamment la tenue d'un « registre de détention », le marquage individualisé des oiseaux en vue d'identification, l'obligation de déclaration en cas de mortalité suspecte, l'obligation de faire procéder à des prélèvements périodiques par écouvillonnage cloacal échantillonnés...

Par ailleurs, les notes de service publiées par le DGAL ont révélé les difficultés d'organisation du suivi sanitaire des appelants, et ont permis de mesurer leurs coûts financiers et en charges de personnels à répartir entre les détenteurs d'appelants, les FDC, et l'ONCFS. C'est dans ce contexte, et sous la pression de Bruxelles que la MED a vivement réagi, adressant un ultimatum à la FNC en date du 21/09/06 : « Si à la fin de ce mois, l'ensemble du dispositif de sécurité sanitaire n'est pas pleinement opérationnel, le maintien par le Gouvernement de l'autorisation de la chasse aux appelants sera clairement remis en cause. »

Parallèlement, les préfets ont été destinataires de consignes très strictes allant dans le même sens dans un courrier en date du 20 septembre : « j'appelle votre attention sur l'extrême urgence pour les détenteurs d'appelants, d'une part, de se déclarer auprès des FDC, d'autre part, de commander les bagues destinées à l'identification des animaux : cela doit impérativement être réalisé avant la fin du mois de septembre... Je vous demande également de mobiliser sur cette affaire le service départemental de garderie de l'ONCFS. »



Photo : Marc ROUGET

Or il était devenu patent à la lecture de l'avis rendu par l'AFSSA le 12 septembre qu'une interdiction de transport ou/et d'utilisation des appelants était susceptible d'intervenir du jour au lendemain : il suffirait pour cela qu'un cas d'Influenza Aviaire soit observé dans un pays voisin.

Au demeurant, bien que la passion anime et motive la plupart des détenteurs d'appelants, force est de constater que les aléas, charges, obligations et tracasseries auxquels ils sont soumis pourraient vite devenir exorbitants...

Enfin, ce début de saison a été marqué par un imbroglio socio-économique du fait de l'interdiction d'utiliser la grenaille de plomb dans les zones humides. En effet, et contre toute attente, les encartoucheurs et armuriers se sont avérés incapables de fournir un éventail et des quantités de munitions de substitution adaptés à la demande et aux besoins des « consommateurs ». Voilà qui ne laisse pas de surprendre quand on sait depuis combien d'année l'interdiction du plomb est programmée.

Pour conclure, considérant l'ensemble des événements dont ce début de saison a été agrémenté, et constatant par ailleurs que la migration des anatidés et limicoles a été relativement peu marquée sur cette période, on est

en droit de s'inquiéter pour l'avenir de la chasse au gibier d'eau. D'autant que l'avenir pourrait s'assombrir de nouveau avec la finalisation, en cours au niveau européen, puis la mise en œuvre prochaine de « plan de gestion » pour des espèces dont le statut est jugé défavorable, telles que barges à queue noire, pilet, vanneaux, bécassine, nette rousse, courlis, etc.

Il ne fait aucun doute, en tout cas, que cette forme de chasse a bel et bien vécu un tournant en cette année 2006, comme cela avait été observé lors des Etats Généraux de mai.

Michel COLLARD.

COMBIEN SOMMES NOUS ?

L'ONCFS vient de publier le chiffre des validations de permis qui s'établit pour la saison 2005/2006 à 1.360.984 en progression de 0,14% par rapport à 2004/2005.

Pour mémoire un petit historique de l'évolution : 1976/1977 étant l'exercice où le nombre de validations a été le plus élevé, jamais enregistré.

En premier lieu, il faut bien noter qu'il s'agit de validations et qu'en conséquence le nombre réel de chasseurs est inférieur à ce chiffre : un chasseur qui valide son permis sur deux départements est en effet comptabilisé deux fois.

Exercice 1976/1977	2.216..557 validations
Exercice 1995/1996	1.542.399 validations
Exercice 1985/1986	1.853.926 validations
Exercice 2005/2006	1.360.984 validations

Que peut-on penser de l'augmentation constatée en 2005/2006 ?

Plusieurs facteurs ont pu jouer, la conjoncture économique qui conduirait des chasseurs à prendre par exemple deux validations départementales plutôt qu'une validation nationale, la crainte d'un durcissement de l'examen qui aurait pu décider certaines personnes à anticiper, enfin les nouvelles dispositions du Code l'Environnement qui depuis février 2005 autorise les validations temporaires (soit 9 jours consécutifs, soit une ou deux périodes de 3 jours consécutifs).

Il faudra donc au moins, attendre de connaître les chiffres de 2006/2007 avant de tirer des conclusions définitives sur l'évolution positive constatée en 2005/2006.

LE BUSARD CAUSE DE TOUS LES MAUX ?

Le numéro 31 de la Revue de la Fédération des Chasseurs d'Eure et Loir publie le courrier (voir ci-dessus) d'un lecteur qui prône, pour sauver la perdrix grise en Beauce, rien moins que l'éradication totale des busards.

Nous sommes affligés tant par la lecture de l'article que par la complaisance, avec laquelle il est publié dans la Revue de cette Fédération.

Nos amis du Faucon Solognot (Brigitte et Francis COHU) qui nous ont alerté sur ce sujet ont adressé au Président de cette FDC un courrier, dont vous trouverez le texte ci-dessous.

Il va sans dire que l'ANCER globalement d'accord avec les termes de ce courrier leur apporte son soutien total dans leur démarche.

Espérons, néanmoins, que ce courrier aura pour effet de faire prendre conscience à la rédaction de cette Revue de l'énormité de sa bétise et qu'un rectificatif circonstancié et sans ambiguïté, figurera dans le numéro 32...

« LE FAUCON SOLOGNOT SARL »

1^{er} Centre d'Initiation à la Fauconnerie
et à la Chasse au Vol, Spectacles et Effarouchement

« Les Chaises » 45240 Ligny le Ribault

Tél : 02 38 45 28 28 - 06 80 50 80 15

06 71 91 41 64

faucon-solognot @ faucon-solognot.com



M. Le Président de la Fédération des Chasseurs de l'Eure et Loire

Maison de l'agriculture 10, rue D.Costes La Madeleine

28024 Chartres cedex

Ligny le Ribault, le 24 octobre 2006

Copies : M. Le Préfet de l'Eure & Loire, M^{me} le ministre N. Ollin (+ M. Spony) Ministère de l'Ecologie, M Lagautrie (+ M. J.-M Baillon), DIREN Région centre, ONCFS, Chef Garde de l'E. & L., M. Le Directeur général (+ M. Poly), ONCFS Paris, M. de Ponchalon (+ M. Cl. Bussy), Union des fédérations, M. M. Legoux ANCER, A. Bougrain-Dubourg/ Y. Tariel L.P.O.-F.I.R., Les Naturalistes Orléanais, Les Fauconniers capacitaires des voleries françaises.

Monsieur le Président,

Votre article paru dans votre numéro 31-3^{ème} trimestre

[illegible]

2006, à la rubrique courrier des lecteurs » et (supposément ?) de la plume d'un courageux « auteur anonyme » intitulé « éradication totale des Busards nous a amené vers différentes réflexions.

Tout d'abord, comment une Fédération des chasseurs, dont le rôle est « d'encadrer » ses adhérents par des conseils en gestion, formations et informations sur la législation en vigueur par exemple, a-t-elle pu prendre l'initiative de publier un tel courrier ? Outre les raccourcis simplistes, le seul fait de tenir des propos délictueux et d'exercer une incitation à enfreindre la loi aurait dû vous arrêter. Que vous répondiez à titre personnel et privé à ce courageux lecteur anonyme » est une chose mais que vous imprimiez ces âneries avec cette molle réaction « et sans doute beaucoup d'autres avec lui » est indigne de vos fonctions.

Les rongeurs représentent effectivement l'essentiel du bol alimentaire des rapaces diurnes et nocturnes (et autres prédateurs d'ailleurs). Je ne sais pas où votre lecteur a été prendre cette notion que les rongeurs étaient uniquement nocturnes mais il aurait dû se documenter avant de proférer des bêtises pareilles. Votre département ainsi que ses voisins, sont situés dans ce magnifique exemple du profit à court terme qu'est la Beauce. Nul ne niera que le remembrement fût profitable à une agriculture à fort rendement céréalier. Maintenant, regardez objectivement les conséquences sur l'environnement : Une terre qui s'érode, une vaste étendue sans les haies protecteurs de l'ancien bocage, coupe vent, rétenteur d'eau et planque sécuritaire de toute une faune !

Les tentatives de replantage de haies, louables au demeurant, tirées au cordeau, sur plastique horticole, avec l'espacement réglementaire entre chaque arbuste planté, n'est pas vraiment attractive pour la faune sauvage. Nous sommes agréablement surpris d'apprendre



des busards

[illegible]

Redonnons aux chasseurs
et aux agriculteurs
qui se conduisent
en hommes responsables
et adultes, la ges-
te de ce domaine qu'est la
et « Vive la Perdrix »

Pour conclure, on demande
à Monsieur le Préfet
de prendre un arrêté
et ainsi le laisser peut prendre
une décision, et ainsi nos responsables
à tous les niveaux gardent
leur conscience bien tranquille
sous le couvert de cet arrêté.

[illegible]

que ces jardins à la française linéaires abritent une faune aussi riche que renards, chats sauvages (*vous en avez de la chance, ils sont rarissimes*) fouines (*si loin des maisons ???*) putois et autres compères...

Ce syndicat des prédateurs réunis, faisant fi de leur esprit territorial, mérite d'être salué par la communauté scientifique comme le signe que la Beauce, finalement, n'est plus un désert de la biodiversité... Ces espèces carnivores sont par nécessité discrètes, leur survie en dépend. Le Busard St Martin quand à lui, ne possède que le survol de son territoire pour en affirmer les limites aux intrus. Donc, il s'efforce d'être visible et de ce fait, se présente aux élections du coupable idéal avec des sondages le donnant majoritaire dès le 1er tour.

Son régime alimentaire est composé, n'en déplaise à vos lecteurs, **de rongeurs**. MAIS, l'élimination massive des rongeurs de Beauce, pour assurer le fameux rendement agricole céréalier, l'a privé de sa nourriture de prédilection. Il a été **capable** de se reconvertir avec les ressources présentes sur son territoire à savoir, les cocottes de lâcher pour le ball-trap saisonnier des tireurs d'élites... Belle affaire...

Maintenant, comparez avec d'autres régions comme par exemple, la Champagne Berrichonne, dédiée aux céréales elle aussi, mais, ayant su préserver les fameuses « bouchures », véritables oasis de refuge pour les proies des carnivores. Les rapaces y vivent en bonne intelligence avec les autres prédateurs et en équilibre dans ce département qui a choisi un rapace pour emblème. Ou encore, le Bourbonnais, pays d'élevage, bocager à souhait ! C'est une des régions de France les plus riches en buses variables, faucons crécerelles et Busards St Martin. Les rongeurs sont en quantité suffisante dans les pâturages et les prédateurs s'en nourrissent. Les chasseurs de cette région n'y trouvent pas à redire et

pratiquent peu le gibier d'élevage.

Avant de tirer sur l'ambulance, il serait sage de vérifier la cause de l'accident !!! Le Busard St Martin a certes un impact de prédation **mais il ne peut être tenu pour seul responsable de tous les maux** de survie du gibier naturel (en reste-t-il donc en Beauce ?) ou artificiel non plus. **Les aléas climatiques ont un réel impact et indéniable sur des populations insectivores les 15 premiers jours de leur vie.**

Comment votre lecteur procède-t-il, quant à l'époque des éclosions de jeunes faisans ou jeunes perdrix, il gèle presque tous les matins et pleut sans discontinuer ? Il se poste à la croisée des chemins de terre sous un parapluie avec un panneau SAMU Social des cocottes » en distribuant des rations de pâtée insectivore ???

Où est la responsabilité du Busard dans ce cas de figure hélas fréquent à notre époque de dérèglement climatique ? Il n'y a pas besoin d'aller pointer chez les Verts pour avoir l'honnêteté d'observer le phénomène et d'en accepter les conséquences.

Quand à l'idée de l'enclos avec les moutons et le loup, cela nous a fait penser à l'expérience menée par un célèbre Veneur angevin qui gardait en son chenil sa meute ainsi qu'une biche élevée à la main, la dite biche qui courait avec les chiens lors des chasses à courre au cerf... Quelques années plus tard, il récidivait l'expérience avec une laie, répondant au nom de *Madona*, qui marchait en tête de votre manifestation des chasseurs à Paris, ça vous revient ?

Quand à dire qu'une espèce ne peut se reproduire en étant sur le qui-vive permanent, votre lecteur, qui critique tant les bureaucrates déconnectés de la nature (selon lui) fait preuve d'une méconnaissance alarmante des lois de survie en milieu naturel...Ce qu'on appelle la loi de la jungle justement !

Les prédateurs exercent **une pression salubre sur les espèces qu'ils consomment**. Les rapaces, toujours soucieux d'économiser leurs réserves énergétiques, prélèvent **par priorité les individus les plus faibles**, les plus bêtes, jeunes ou vieux, les malades, blessés et autres éclopés. Ce faisant, ils laissent tranquilles les plus forts, les plus rapides, donc, potentiellement, les meilleurs reproducteurs.

Dans le cas de la perdrix, le mâle surnuméraire, le bourdon, est la victime systématique du rapace qui repère très vite que ce dernier n'a pas toute sa tête, obsédé par son désir de prendre la femelle du mâle plus chanceux. C'est au contraire là que le couple de perdrix va enfin pouvoir se reproduire.

Autre constatation avérée : les **prédateurs sont toujours en adéquation avec les ressources alimentaires de leur territoire** car c'est justement la nourriture qui les régule. La seule exception dans ce domaine semblant être le genre humain... Si vous lâchiez moins de gibier à la disposition de *tous les prédateurs*, vous auriez moins de ces prédateurs dont le Busard fait partie, sans représenter à lui seul la case « coupable » ...

Nous pouvons ajouter que **cette régulation** que vous laissez votre « auteur anonyme et ses beaucoup d'autres avec lui » réclamer si fort **existe déjà de facto**, de part les nombreuses exactions de tirs illégaux (allez compter les victimes chanceuses amenées dans les centres de soins de la faune sauvage) ainsi que les girobroyages intempestifs des propriétaires et exploitants

terriens (même combat !) en période de nidification -au sol- des busards ...

Quand à l'utilisation du terme « nuisible » fait par votre lecteur, il en oublie un sur sa petite liste noire personnelle : lui-même et ses semblables qui imaginent être *les seuls utilisateurs et propriétaires plénipotentiaires de leur version de la nature...* Le chasseur gestionnaire judicieux qu'il s' imagine être n'est en fait qu'un profiteur égocentrique de ressources artificielles, incapable d'humilité face à un équilibre naturel fait de différents prédateurs face à différentes proies (la biodiversité) dont il n'est qu'un petit rouage, un peu comme le grain de sable dans la machine...

Il y a fort à parier, que, malheureusement, ce genre de comportement et de discours qui discréditent le monde de la chasse et l'ensemble des chasseurs, amènera un jour la chasse à ne devenir qu'un souvenir en France...Ce n'est pas ce genre d'avenir, d'en tant que chasseurs au vol et à l'arc, nous nous souhaitons...

Fauconniers de longue date, amoureux des rapaces qui sont notre raison de vivre et dont l'observation passionnée nourrit chaque jour de notre vie, nous ne pouvions rester sans réagir devant un texte aussi inepte, aussi dangereux dans ses propos et son incitation à passer outre des lois de protection justifiées par le rôle essentiel que détiennent les rapaces dans l'environnement.

En tant que fauconniers, nous assistons impuissants au massacre de ces splendides oiseaux par la lie des chasseurs, trop contents de faire un carton facile sur un « concurrent », impuissants, car il faut que le délit soit constaté par l'autorité compétente qui ne peut matériellement être derrière chacun de ces abrutis frondeurs...

Nous gardons l'espoir que cette minorité mal pensante sera un jour évincée par le monde de la chasse lui-même, animés par des intervenants responsables et respectueux des lois, **dont vous auriez du faire partie**, Monsieur le Président, en refusant de publier un tel torchon, ou, si vous teniez à le faire, au nom de la liberté d'expression, en y joignant une **note réprobatrice, rappelant le statut protégé des Busards et les peines encourues en cas d'infraction constatée**.

En adhérant plus que tacitement à cette position illégale, vous ne faites pas honneur à vos responsabilités. Veuillez agréer, monsieur le Président, nos salutations distinguées



Brigitte et Francis COHU

Maîtres Fauconniers du centre d'initiation à la fauconnerie
Le Faucon Solognot

LA CHASSE DE LA BECASSE DES BOIS

Au moment où le Club National des Bécassiers – C.N.B., renouvelle auprès du Ministère de tutelle sa demande de P.M.A NATIONAL pour la bécasse des bois (demande avec laquelle l'A.N.C.E.R est pleinement solidaire) nous avons demandé à Jean-Paul BOIDOT (Président d'honneur du C.N.B) de nous exposer (ou pour certains : rappeler) la philosophie de son Association concernant le PMA BECASSE.

Le P.M.A. outil de gestion. Le P.M.A. outil de précaution. Le P.M.A. correspond à un Prélèvement Maximum Autorisé par chasseur, pendant une unité de temps par jour, par semaine, par année.

Le P.M.A est un outil, c'est l'inscription de la modération et du partage dans le droit. Il remplace la limitation de la période de chasse par une fixation du prélèvement. Il reste différent du "plan de chasse" qui correspond à une approche territoriale... et suppose un comptage préalable du gibier présent.

Le Prélèvement Maximum autorisé a pour objectif de réguler et limiter les prélèvements sur le cheptel bécassier, en particulier lors de gros arrivages sur certaines haltes ou sites précis, ou lors de certains faits météorologiques inhabituels perturbations "par excès" : vagues de froid, tempêtes, brouillards, ou perturbations "par défaut" : hivers très doux qui entraînent un stationnement prolongé sur certaines haltes migratoires, régions, voire même sur l'aire de reproduction. Ce fut le cas lors de l'hiver 2000/2001 par manque d'oiseaux, ce qui est dû à divers facteurs : variation des paramètres biologiques et biométriques, conséquences d'une mauvaise reproduction ou d'une mortalité importante et inhabituelle.

Le P.M.A n'est sans doute pas l'outil parfait, mais au moins il est réaliste. Cette mesure individuelle convient bien aux chasseurs de bécasses. Elle s'applique quel que soit le déroulement de la migration car non liée à un territoire de chasse particulier.

Pour la première fois, en 1973, l'A.N.C.G.E évoque l'idée d'un P.M.A. librement consenti par les chasseurs de gibier d'eau.

En 1974, certains membres du Club National des Bécassiers (C.N.B) ont évoqué la nécessité de créer un P.M.A bécassier, idée plusieurs fois reprise.

Le 20 juin 1982, lors de son A.G d'ANNECY, le C.N.B demande l'établissement d'un P.M.A. au plan national, modulé suivant les régions d'hivernage ou de reproduction. Fin 1986, sous l'impulsion de la Fédération des Chasseurs des Côtes-du-Nord (aujourd'hui Côtes-d'Armor), suivie dans la foulée par la Fédération des Chasseurs de la Manche, le P.M.A demandé depuis plus de douze ans par le C.N.B entre en pratique dans les quatre départements bretons : Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan, et dans le département de la Manche.

Il s'agissait alors d'un P.M.A individuel de :

- 3 bécasses par jour et par chasseur,
- 6 bécasses par semaine et par chasseur,

- 50 bécasses par an par chasseur,
- 6 bécasses par jour par groupe de chasseurs. Cette dernière demande de P.M.A de groupe émanant encore du C.N.B., afin d'éviter des "massacres" lors des premières arrivées massives dans les départements du Nord de la France, Ensuite, de nombreux départements adoptèrent ces P.M.A (38 départements à la saison 98 /99), avec des variantes dans les quantités d'oiseaux. C'est ainsi que, dans certains départements les P.M.A. ixés sont de :

- 2 oiseaux par jour et par chasseur,
- 40 oiseaux par an et par chasseur, voire 25 oiseaux par an et par chasseur avec ou sans la tenue d'un carnet de prélèvement.

Actuellement, la F.D.C du département de la Drôme propose un P.M.A très élaboré, qui a permis aux chasseurs de ce département de pouvoir continuer l'exercice de leur passion jusqu'au 20 février, alors qu'il y a encore trois ans, la chasse de la Bécasse des bois s'arrêtait le jour de la fermeture générale (31 janvier).

Le carnet de prélèvement drômois est muni d'une vignette détachable à coller sur le permis de chasser, ce qui évite l'emploi de plusieurs carnets par un même chasseur. Cette reconnaissance du P.M.A. et du carnet de prélèvement ne peut qu'inciter à une gestion au minimum nationale.

En fait, la conformité des P.M.A avec la réglementation en vigueur s'est révélée contestable.

Selon le Code Rural, le Préfet ne peut dicter des conditions spécifiques d'exercice de la chasse que pendant les périodes complémentaires de chasse qu'il fixe en dehors de la période d'ouverture générale de la chasse (Code Rural article R 224 - 5). Rapidement certains Parquets vont demander aux gardes nationaux de ta chasse de ne pas relever les infractions concernant le non respect du P.M.A. et de la non tenue d'un carnet de prélèvement.

En fait, le P.M.A. ne pouvait être décidé que par le seul Ministre (article L 224 - 1 du Code Rural).

Qui peut instaurer le P.M.A ?

- Le Ministre chargé de la chasse après avis du Conseil National de la Chasse et de la Faune Sauvage, c'est un P.M.A ministériel, (au plan national et régional).
- Ou le Préfet après avis du Conseil départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage, c'est un P.M.A préfectoral (au plan départemental). Qu'il s'agisse ou non d'espèces migratrices.

Des responsables cynégétiques, dont le Président (de l'époque) du Conseil Régional de la chasse de Bretagne, Monsieur François LE LOUARN, se ralliant à la thèse défendue par le Président du C.N.B Noël LEFEUVRE, intervenait auprès du Ministre afin qu'il prenne un arrêté ministériel entérinant pour la région BRETAGNE, les conditions spécifiques de la chasse à la Bécasse des bois, soit le P.M.A journalier de 3 oiseaux / jour / chasseur, 6 semaine / chasseur, 50 an / chasseur, 6 jour / groupe de chasseur, et tenue d'un carnet de prélèvement (courrier du 21.02.1997).

Depuis cette période, le P.M.A était conseillé dans certaines Fédérations, assorti de la tenue d'un carnet de prélèvement. De nombreux Présidents de Sociétés de Chasse le firent inscrire dans les règlements de leurs Sociétés ou territoires de chasse.

L'O.N.F l'imposait pratiquement systématiquement dans

les lots de forêts domaniales, ce qui n'a jamais diminué les demandes des chasseurs de bécasses sur ces territoires, selon nos informations.

La Loi du 26 juillet 2000 légalisera le P.M.A et en proposera en fait deux déclinaisons :

- L'article L 221-2-2, qui institue les schémas départementaux de gestion cynégétique (S.D.G.C.) indique que ces schémas sont mis en oeuvre sous la responsabilité du Préfet et encadrent les actions de la Fédération départementale des chasseurs dont "les actions en vue d'améliorer la pratique de la chasse, telles que la conception et la réalisation de Plans de Gestion Approuvés, la fixation des Prélèvements Maximums Autorisés. » Le schéma départemental de gestion cynégétique est opposable aux chasseurs et aux Sociétés, Groupements et Associations de chasse du département. C'est la première légalisation du P.M.A.

- L'article L 225-5 : « Dans les conditions déterminées par décret du Conseil d'État, l'autorité administrative, après avis de la Fédération Nationale ou départementale des chasseurs et de l'O.N.C.F.S, fixe le nombre maximal d'animaux qu'un chasseur est autorisé à capturer, dans une période déterminée, sur un territoire donné, dans des conditions ponctuelles. »

Cela conduit à deux approches du P.M.A. Dans le cadre du schéma départemental, on s'oriente vers un P.M.A gestion, alors que l'autre cadre correspond davantage à un P.M.A éthique.

Il est bien évident qu'en fonction des espèces considérées, l'application de ces P.M.A. n'est pas accueillie par tous les chasseurs de la même manière.

Pour les bécassiers, le P.M.A éthique se résumerait, dans la majorité des cas au P.M.A. = 0, et correspondrait à celui appliqué lors de circonstances exceptionnelles : vagues de froid, alors que le P.M.A gestion s'intéresserait à l'espèce sur la totalité du territoire national. La gestion locale départementale n'a aucun sens, surtout pour la Bécasse des bois, qui peut occuper des sites variés et variables, contrairement au gibier d'eau, et le P.M.A. aurait l'intérêt de limiter les captures lors de concentrations migratoires inhabituelles, mouvements de diverses catégories de populations, stationnements prolongés en zone d'hivernage.

En mai 2002, lors de la réunion de la Commission P.M.A / Carnets de prélèvements du C.N.C.F.S, était admise la mise en place au niveau national, d'un P.M.A journalier, hebdomadaire et annuel et la tenue d'un carnet de prélèvement en ce qui concerne la Bécasse des bois.

Ce projet d'arrêté devait être présenté au C.N.C.F.S du 6 juin 2002. Sa discussion fut reportée sans explications précises. Cependant, la Ministre de l'Ecologie et du Développement durable (M.E.D.D.) prenait un arrêté publié au J.O du 18 juin 2002, stipulant, dans son article 2 : « Un suivi des prélèvements de la Bécasse des bois.... Pour la Bécasse des bois, le Préfet de département peut, par arrêté à la demande de la Fédération Départementale des Chasseurs, et après avis du Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage, imposer un prélèvement maximal autorisé par chasseur et la tenue à jour d'un carnet individuel de prélèvement pendant la période d'ouverture générale. »

Cet arrêté rend opposable P.M.A et carnet de prélèvement. C'est un progrès conséquent pour la gestion de la Bécasse des bois, même si cela reste suspendu au bon vouloir de

certains responsables cynégétiques qui décideront si les départements sont considérés comme bécassiers.

Le Décret COCHET n° 2002-113 du 25-01-02 entraîne des formalités supplémentaires, et en particulier, la pose d'un dispositif de marquage et la tenue d'un carnet de prélèvement spécifique pour cette période.

Le P.M.A pour les oiseaux migrateurs n'a pas pour but d'ajuster la densité de population existante à la capacité territoriale, comme c'est le cas pour le plan de chasse, car il n'est pas possible de connaître la quantité exacte de la population migratrice, hétérogène, et qui peut varier considérablement d'une vallée à une autre, d'un canton ou d'une commune à ses voisins et voisines. C'est cet inconnu migratoire qui impose. Le P.M.A.

Cette répartition variée se retrouve au niveau du Paléarctique Occidental : on remarque qu'en fonction des saisons, les oiseaux peuvent raccourcir, voire stopper leur trajet migratoire vers le Sud - Ouest, l'Ouest, le Sud et le Sud - Est, passer l'hiver sur des sites inhabituels ou sur des haltes migratoires. S'il n'existe pas de P.M.A il y a risque que les oiseaux soient capturés en très grand nombre, et ce, de façon hétérogène. Par exemple une capture d'un nombre important de femelles et de jeunes, ce qui peut entraîner un déséquilibre biologique au sein de la population (cas de la saison 2000/2001).

Ce P.M.A INTERNATIONAL, doit s'imposer sur l'ensemble de l'aire du Paléarctique Occidental. Diverses Associations bécassières européennes en sont pleinement conscientes et, lors de l'A.G du C.I.C. tenue en juin 2002 à ISTANBUL (Turquie), ces Associations ont souhaité un P.M.A. international d'un maximum de 30 oiseaux par chasseur, sur l'ensemble des pays du Paléarctique Occidental, afin d'éviter d'aller "tuer" des oiseaux partout, en toute saison, et en grande quantité, sans restriction.

Ce besoin de gestion internationale de la bécasse vient d'ailleurs d'être reconnu au niveau de l'Union Européenne puisque la Commission va mettre en demeure, d'ici 2010, les Etats membres de produire leurs données de prélèvements

En janvier 2005 nos responsables cynégétiques s'interrogeaient « devons-nous gérer les données sur les espèces chassables? » A l'AG 2005 de l'O.M.P.O ils découvrent « que la connaissance des prélèvements apparaît comme une donnée essentielle à une meilleure appréciation de l'état des populations d'oiseaux migrateurs » (pas la seule). Alors « Il devient fondamental de se préoccuper de l'acquisition de ces données. » FNC aux FDC le 17 août 2005.

Le but du P.M.A assorti de la tenue d'un carnet de prélèvement est de maintenir la stabilité de l'effectif du cheptel bécassier.

Pour connaître le mieux possible l'effectif et son évolution, il faut vérifier les captures.

Le P.M.A n'est pas une véritable mesure de gestion, mais il est fait d'abord pour éviter des massacres légaux (actuellement) et réguler les prélèvements par la chasse, sachant que la pression de chasse est actuellement très élevée pour la Bécasse des bois, l'un des seuls véritables petits gibiers sauvages qui pratiquement nous reste.

Le P.M.A reste cependant l'un des outils de la panoplie du gestionnaire, même s'il n'était, jusqu'à ces derniers mois, que moralisateur. Seul, il est plus psychologique que biologique. S'il est accompagné de la tenue d'un carnet de prélèvement, à ce stade, on obtient un véritable outil de gestion.

En effet, la tenue de ce carnet et sa restitution obligatoire, permettraient de connaître le total des captures, dans le temps et dans l'espace, le nombre de chasseurs qui se sont intéressés à l'oiseau, avec ou sans résultat.

En réalité, P.M.A et carnet de prélèvement ne peuvent déranger qu'un nombre limité de chasseurs.

En outre il faut bien être conscient qu'un P.M.A sans un carnet de prélèvement portant des dispositifs de marquage des oiseaux tués c'est un plan de chasse grand gibier sans bracelet de marquage, une limitation de vitesse sans radar.

Pour être « infalsifiable, individuel et unique » le carnet doit être nominatif avec un lien sécurisé au permis de chasser.

Pour « analyser les informations contenues » le carnet doit être rendu.

Pour « s'assurer de son retour » le carnet doit être enregistré.

Pour être « respecté et contrôlé » le carnet doit comporter des dispositifs de marquage individuels des oiseaux tués correspondant au niveau du PMA.

Pour être « sanctionnée » une infraction au non-respect du PMA ou à la non - tenue du carnet de prélèvement doit reposer sur un texte formel d'incrimination concernant les animaux soumis au PMA.

Grâce aux retours de carnets effectués dans quelques Fédérations il a été constaté que 6 % des chasseurs ayant retourné ces carnets ont prélevé 30 oiseaux et plus et 1 % seulement plus de 40 oiseaux.

Certains départements où il y a peu d'oiseaux ne trouvent aucun intérêt à la mise en place de P.M.A et de carnets de prélèvement et refusent ces mesures. Précisément, si ces mesures semblent ne pas les concerner, pourquoi refuser d'en adopter le principe ? Ne participent-ils pas d'ailleurs, par le biais de la F.N.C. aux frais occasionnés par les contentieux interminables. Le P.M.A fait jouer l'unité de temps. Des adaptations peuvent être discutées entre les régions :

- prise en compte du caractère migratoire de l'oiseau,
- prise en compte de la situation géographique de la région ;
- prise en compte de la durée de la chasse (certaines régions. sous la neige systématiquement chaque hiver)

En d'autres termes, le P.M.A. ne peut être le même partout. Il doit cependant être instauré sur tout le territoire national, sous réserve d'une modulation possible en fonction des réalités régionales.

Pour éviter que certains chasseurs ne soient en possession de plusieurs carnets de prélèvement de départements différents, un carnet unique National s'impose. C'est urgent !

Il en va de la survie de cette chasse.

L'état des lieux en France.

Sous l'impulsion des chasseurs de bécasses Costarmoricains et Manchois le PMA entre en pratique en Bretagne en 1986.

En 2004, au plan national, le meilleur côtoie encore le pire. Parmi les départements ;

- 2 PMA annuel uniquement,
- 16 PMA journalier uniquement,

- 13 PMA annuel plus journalier,
- 4 PMA annuel plus hebdomadaire,
- 11 PMA annuel plus hebdomadaire plus journalier, 34 ont un carnet de prélèvement bécasse,
- 12 sans carnet de prélèvement ont un PMA journalier
- 1 département (la Vienne) a un PMA annuel sans carnet de prélèvement.

Et encore aussi pour d'autres, la liberté de flinguer sans retenue et tous les jours !

Cet état des lieux, malgré tout positif en ce sens que la moitié des départements ont adopté au moins une mesure de gestion de la Bécasse des bois, peut bien évidemment avoir subi des évolutions dont nous ne serions pas informés.

On sait que le tableau de chasse de Bécasses des bois est réalisé par 20,4% des Chasseurs, soit un peu plus de 300.000. Parmi ceux-ci, 61,1% ont prélevé une à deux bécasses (Source ONCFS, Enquête Tableaux de chasse de la saison 1998 / 1999 - page 105). On sait qu'en FRANE, le tableau global serait compris entre 1.141.420 et 1.195.160 oiseaux et que les spécialistes, soit environ 28.800 chasseurs (source O.N.C.F.S) collectent un tableau de près de 500.000 oiseaux.

Ces chiffres signifient que 50 % du tableau est réalisé par des généralistes, et il est indispensable que ces derniers participent à la tenue de carnets de prélèvement. Une gestion de l'espèce concerne tout le monde : elle est globale, et en aucun cas parcellaire. On ne peut occulter dans ces études ce qui représente la moitié du tableau global et un nombre considérable de chasseurs auxquels les problèmes de gestion de ce gibier semblent complètement échapper.

Certes, ces mesures sont contraignantes ; elles ont un coût en matériel et en personnel, mais elles sont nécessaires pour assurer la pérennité de la chasse de la Bécasse des bois.

Depuis plusieurs années, les combats juridiques et contentieux divers ont eu un coût particulièrement élevé pour les chasseurs, et malheureusement n'ont jamais permis aux chasseurs d'être tranquilles, rassurés et sereins. Ces combats et contentieux sont sans espoir si nous ne pouvons apporter les preuves scientifiques de nos affirmations. Ces preuves seront fournies, entre autres, par l'étude des carnets de prélèvement de TOUS les chasseurs et l'étude des échantillons d'oiseaux capturés à la chasse ou au baguage (ailes : âge - ratio, sex - ratio ; taux de mue suspendue ; gonades : histologie ; sang : endocrinologie ; I.C.A.).

Le P.M.A permet une régulation de la pression de chasse en limitant les captures dans certaines circonstances. La "chasse - cueillette" ou chasse facile, c'est bien terminé. Aujourd'hui, le chasseur devra s'investir en contrôlant ses captures, en les vérifiant... et en les limitant. Soyons également conscients que chaque espèce a un statut différent et que les mesures de gestion et de précaution préconisées sont spécifiques à une espèce et non superposables ou applicables à n'importe quelle autre. Les Bécassiers doivent gérer la Bécasse des bois.

Jean-Paul BODOT
Président d'Honneur du C.N.B.

CHASSE A L'ARC : THE HARD WAY

La chasse à l'arc constitue en France un phénomène récent et en pleine expansion. Il concerne à ce jour des milliers de chasseurs ce qui représente un taux significatif des nouveaux permis de chasser. S'il s'inscrit pleinement dans les règles modernes de gestion de la faune sauvage, ce mode de chasse se distingue essentiellement par sa dimension culturelle, et notamment par le choix de la difficulté qu'il représente.



Photo : Hubert HERVET

UNE CHASSE FINE POUR SE METTRE EN SITUATION DE TIRER À COUP SÛR

Howard Hill, un des pionniers de la chasse à l'arc moderne aux Etats-Unis, nommait la chasse à l'arc « The Hard Way » car il s'agit bien d'une chasse très difficile. C'est essentiellement cette difficulté qui attire tant des non chasseurs que des chasseurs au fusil que vers ce mode de chasse, ou qui pour le moins apporte une certaine considération de ces derniers vis à vis de ceux qui ont choisi cette arme aux performances limitées. Cette difficulté est également présupposée dans l'esprit des gens et apporte aux archers, c'est un constat, la « sympathie spontanée » du public, la chasse facile étant de plus en plus mal perçue (1) par notre société. Le choix de la difficulté permet au chasseur de dévelop-

per, pour son plus grand plaisir, une relation privilégiée avec la nature et lui confère une fonction sociale utile et porteuse de sens à l'interface entre le civilisé et le sauvage. Ce mode de chasse offre une découverte de la nature comme de soi-même au travers de l'émotion. C'est une expérience éducative où le chasseur puise des valeurs du sauvage comme le goût de la vie, de l'effort, la vigilance, l'adaptation, le rapport au temps, à la mort... et où il renforce celles du civilisé comme le respect, le partage notamment au travers de l'éthique. Avec l'arc, la bredouille est normale, le tableau exceptionnel : le prélèvement modeste sur la faune sauvage en fait une chasse durable par excellence.

Cependant, la difficulté, et les valeurs qu'elle sous-tend, ne sont trop souvent attribuées qu'au tir ; une erreur consiste à interpréter « The Hard Way » comme « chercher à réussir des tirs difficiles à la chasse » alors qu'elles résident essentiellement dans la chasse elle-même. La difficulté est en fait dans la quête, avec des moyens volontairement limités, d'un animal sauvage en pleine possession de ses moyens et libre dans un environnement qu'il connaît bien. Dans ce cas, c'est la préparation du « tirer à coup sûr » qui est difficile.

UN ENTRAÎNEMENT RIGOREUX POUR ÊTRE CAPABLE DE TIRER À COUP

Tirer à coup sûr, c'est rechercher la sensation d'un tir facile. Le tir facile c'est comme mettre un ballon de foot dans la cage à 10 mètres. C'est en match, contre un bon goal et une bonne défense que se révèlent les difficultés. L'entraînement sert à se donner les moyens de les surmonter. Sans entraînement adéquat à ces tirs faciles on prend des buts, on n'en met pas.

Dans la chasse à l'arc, le tir ne représente que la partie émergée de l'iceberg ; pour autant, maîtriser le tir « facile » constitue un pré-requis incontournable. La maîtrise du tir à l'arc permet de maîtriser l'émotion et la pression procurées par la quête et la proximité du sauvage. C'est notamment critique dans le cadre du tir à l'arc traditionnel (recurve ou longbow) où le chasseur doit gérer la tension de la pleine allonge, c'est à dire être à l'effort maximum au moment de la visée, sans l'aide mécanique apportée par un arc à mécanisme de compensation d'effort (coumpound). C'est pourtant cette maîtrise qui permet d'oser chasser des animaux sauvages dans des milieux difficiles sans que cela ne devienne la quête du Graal. Cette maîtrise du tir contribue, alliée à la connaissance des animaux et de leur milieu, à pérenniser notre mode de chasse.

LE TIR DE CHASSE : ESSENTIELLEMENT UNE AFFAIRE DE JUGEMENT, DONC D'ÉDUCATION

Maîtriser le tir à l'arc veut dire être capable, en situation de chasse, de ne tirer que les flèches qui tuent et, autant que faire se peut (2), de retenir celles qui ratent ou qui blessent. Ne tirer que les flèches qui tuent est l'objectif du *tir chasse*, à différencier de celui du tir sportif où l'intérêt du jeu réside justement dans le fait de tenter des tirs difficiles. Ce n'est pas une affaire d'adresse mais une affaire de jugement et de décision. Acquérir cette capacité de jugement nécessite dans le cadre de

la formation délivrée par le monde associatif cynégétique (fédérations des chasseurs, associations spécialisées...) de dépasser la seule transmission de connaissances techniques. Ainsi l'éducation (3) d'un chasseur à l'arc doit consister, en matière de tir, à lui faire prendre conscience de la nécessité de s'entraîner beaucoup afin de développer, entre autres aptitudes, sa capacité de jugement. De la même façon, l'éducation du chasseur doit lui permettre de comprendre que la notion de « réussite » relève plus du ratio « flèches tirées / gibiers tués » que du nombre de pièces abattues notamment en matière de grand gibier (comment parler d'art de la chasse quand on envoie vingt flèches pour abattre quatre animaux ? si l'art a fini par se dissoudre, comment peut-on nommer ce qu'il en reste ?). Enfin, le chasseur à l'arc doit être convaincu que l'entraînement est un véritable travail personnel qui doit être pratiqué sans fin, régulièrement et aussi souvent que possible, et que cela ne retire rien au plaisir de tirer à l'arc, bien au contraire.

LE TIR DE CHASSE : C'EST UNE FLÈCHE, UNE SEULE...

La chasse présente un aspect crucial qui nécessite, et c'est d'ailleurs tout son intérêt, adaptation et création. Chaque situation est inédite et le chasseur doit être précis aussi bien en tir rapide qu'en tir tenu, en état de fraîcheur qu'en état de fatigue, écrasé par la chaleur comme transit de froid. Il n'a qu'une flèche à réussir. C'est le propre du débutant de lâcher beaucoup de flèches pour ne réussir à toucher un gibier que de temps en temps et c'est compréhensible ; la tolérance et la patience sont dans ce cas de rigueur. Un chasseur

confirmé, quant à lui, doit savoir se mettre en situation de tir efficace. Un joli cerf « médaille d'or » abattu après dix tentatives de tirs sur divers grands animaux ne saurait être la raison d'un quelconque triomphalisme, bien que sujet certain de satisfaction. Celui qui maîtrise son art est celui qui ne se lâche pas quand la tension est au maximum mais qui bien au contraire sait la gérer. La gestion de la tension est productrice de plaisir et de jouissance. Gardons-nous de transmettre à la jeune génération un modèle pollué ; l'éducation du chasseur doit donc permettre au chasseur d'être capable de ne pas tirer un gibier tant que les conditions d'un tir efficace ne sont pas garanties. Il est donc fondamental que le chasseur qui souhaite s'engager sur la voie de la chasse à l'arc ait une idée de la difficulté qu'il va rencontrer, de ce qu'est le tir de chasse (qu'il comprenne que le gibier n'est pas une cible 3D vivante sur laquelle on exerce son adresse). Il pourra alors bâtir un entraînement adapté, jouir pleinement du bonheur de chasser à l'arc et continuer de le faire valoir auprès du reste de la société...

(1) Notre société a aboli depuis belle lurette la version la plus aboutie du tir sur des animaux sans aucune forme d'acte de chasse : le « pigeon vivant »...

(2) Qui n'a jamais manqué l'immanquable ?

(3) « Education du chasseur » au sens de la transmission des valeurs de la chasse : « Formation du chasseur » au sens de transmission des connaissances cynégétiques et techniques

Jean-Michel HARMAND
Président de la FFCA.

CHASSEURS, L'AVENIR DE LA CHASSE C'EST VOUS !

Le chasseur « de base » selon une expression consacrée ou chasseur individuel a généralement le sentiment qu'une avalanche de textes tous plus restrictifs les uns que les autres s'abat sur lui et lui gâche quelque peu « le bonheur d'être chasseur ».

Selon les tempéraments, il se résigne ou se révolte tout en fustigeant pêle-mêle le Ministre, le Préfet, la Fédération, les écolos ...

Cette réaction provient en grande partie d'une méconnaissance de l'organisation cynégétique et du mode de fonctionnement des différentes instances. Méconnaissance à laquelle s'ajoute l'idée que ces structures lui sont inaccessibles.

Il est vrai que jusqu'à l'an 2000 (loi Voynet) le chasseur de base n'avait pas voix au chapitre. Seuls les responsables de territoire, sous réserve qu'ils adhèrent

volontairement à la Fédération Départementale des Chasseurs, pouvaient participer aux Assemblées Générales et voter.

En vertu de ce système « élitiste » les Présidents de Fédération à de très rares exceptions près, étaient des notables locaux entourés d'une cour d'administrateurs au profil soigneusement sélectionné pour ne pas déranger.

Ceci est un constat sans arrière pensée politique. Le gibier et les modes de chasse ne sont ni de droite ni de gauche et ignorent bien heureusement les notions de classes ou de castes.

A cet égard la vénerie est la parfaite illustration que la passion des chiens, de la chasse et de la trompe peut unir dans un même élan d'enthousiasme toutes les classes sociales.

Depuis juillet 2000, les chasseurs ont tous individuellement la faculté de s'exprimer. Ils peuvent assister aux Assemblées Générales de leur Fédération, ils peuvent voter, ils peuvent représenter leurs pairs... Ils doivent saisir l'opportunité qui leur a été offerte par le législateur pour faire entendre la voix du terrain.

Il serait coupable de ne pas pleinement exercer ces nouveaux droits tout en continuant à critiquer le système et les habitudes prises.

Les chasseurs dits « de base » doivent abandonner leurs complexes et s'engager activement dans la vie Associative.

La chasse a eu et a encore suffisamment de « diseux » elle a besoin de « faiseurs ».

Tout chasseur doté d'un solide bon sens peut parfaitement sans avoir fait l'ENA ou le quai d'Orsay apporter une contribution appréciable en faveur de la gestion des espèces et des espaces.

2007 sera une année d'élection (aussi) pour les Fédérations de Chasseurs qui verront la moitié des Membres de leurs Conseils d'Administration venir à renouvellement. Sans qu'il soit question de se lancer dans une croisade contre les hommes en place c'est cependant pour toutes celles et tous ceux qui ont envie de faire quelque chose de concret pour la chasse et les chasseurs l'occasion de se faire connaître. Actuellement il est souvent difficile de trouver des candidats et les Présidents ont rarement l'embarras du choix. Les candidatures spontanées seront sans nul doute les bienvenues. Dans le meilleur des cas un chasseur sur dix participe à la vie de sa Fédération une fois l'an lors de l'Assemblée Générale et neuf sur dix critiquent les orientations prises « en haut » toute l'année !!

Par ailleurs la Fédération Départementale des chasseurs, n'a pas toujours à l'égard du Préfet autant de poids que le Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage. Ce Conseil dont les missions ont encore été élargies ces dernières années est véritablement l'instance clef du Département en matière cynégétique. Ses avis sont généralement suivis par le Préfet et son rôle dans le cadre de l'élaboration des schémas départementaux de gestion cynégétique est déterminant. Or les représentants des chasseurs qui siègent dans cette instance sont certes proposés à la nomination du Préfet par le Président de Fédération mais sans pour autant devoir être préalablement administrateurs de celle-ci. Il y a là encore une opportunité supplémentaire de se faire connaître et de sortir de l'anonymat.

De même les chasseurs peuvent et doivent prendre une part active au sein des Associations spécialisées (petit gibier, grand gibier...) voire même tout simplement des Associations de protection de la nature.

En effet, l'expérience des trente dernières années a démontré que la gestion des espèces sans gestion des espaces est vouée à l'échec. La perdrix notamment illustre cette situation : toutes les restrictions aussi draconiennes soient-elles qui ont été adoptées par les chasseurs n'ont jamais réussi à compenser les effets produits sur le cheptel par la dégradation des milieux de plaine. A contrario le grand gibier qui bénéficie d'un milieu parfois encore intact et en tous cas moins dégradé a connu une expansion spectaculaire avec des règles de gestion souvent plus libérales que celles mises en place pour le petit gibier. La renaissance de la petite faune de plaine passe par une restauration des milieux et peu importe la bannière sous laquelle les résultats pourront être obtenus à cet effet.

nus à cet effet.

A l'heure où le nombre de chasseurs va toucher le seuil du million, à l'heure où la majorité des femmes et des hommes a perdu ses racines rurales, chacun a son niveau doit prendre une part active à la gestion des espaces et des espèces.

Le meilleur moyen de ne plus être assiégé c'est encore de sortir de la forteresse !

Christian DROCOURT

CHASSE ET DIVERSITE BIOLOGIQUE PROTECTION DES ESPECES OU DES INDIVIDUS

Chasse et préservation de la diversité biologique, un débat qui est affaire de scientifiques comme de société. Mais aussi, depuis les années 70, une querelle récurrente qui oppose chasseurs et associations de protection de la nature sur la question du poids des prélèvements de la chasse sur les populations animales et sur les effets de l'organisation sociale d'une activité perçue comme hostile à l'adoption de mesures de protection d'espèces et de milieux. Historique et analyse d'un dispositif qui, en maintenant la confusion entre chasseurs et autorités publiques, instaure deux catégories de citoyens et interdit le dialogue.

par Jean-Pierre RAFFIN, co-fondateur (1986) et co-responsable du DESS Espace & Milieux de l'Université Paris 7- Denis Diderot (1986-2002)

PROTECTION DES ESPÈCES OU DES INDIVIDUS ?

Pour l'écologue, ce qui prime c'est la protection de l'espèce au travers du maintien des capacités d'évolution des différentes populations qui la composent. Mais on en arrive vite aux individus lorsque ne restent plus que quelques uns d'entre eux. Le cas de l'ours brun en Europe peut en être l'illustration. Faudrait-il, au prétexte que les populations bulgare, finlandaise ou roumaine se portent bien, accepter tranquillement que disparaissent les derniers ours des Pyrénées ? C'est aussi bien affaire de science que de société. L'évaluation du nombre d'individus « exploitables » (chasse, pêche, etc.), des moyens et des périodes de capture adéquats avec le devenir d'une population, relève de débats, d'expertises pluridisciplinaires, « pluriels ». C'est un exercice de partage des savoirs auquel les autorités administratives et politiques sont plutôt hostiles (Cf. en d'autres domaines, les difficultés, voire impossibilités, d'organiser des expertises réellement scientifiques c'est-à-dire pluridisciplinaires sur les questions de l'amiante, du nucléaire, des OGM, etc.). Et il faut bien constater que lorsque de

tels débat ont cependant lieu, leurs conclusions sont largement ignorées (cf. par exemple les débats publics sur les OGM de 1998 et de 2002). La question de la chasse n'échappe pas à ce processus. Nous en avons un bon exemple avec l'absence de véritable prise en compte du rapport « *sur les données à prendre en compte pour définir les modalités d'application des dispositions légales et réglementaires de chasse aux oiseaux d'eau et oiseaux migrateurs en France* ». Lefeuvre, 1999 [1] Traiter de chasseurs, d'anti-chasse et d'écologie « affective » est exercice malaisé car le sens des mots ne semble pas commun aux interlocuteurs auxquels on s'adresse. On s'attachera donc à en définir d'abord les contours.

QU'EST-CE QUE « LA CHASSE » ?

C'est, pour le juriste Toullier (1752-1835) : « *L'ensemble des moyens de s'emparer par force, par ruse ou par adresse des animaux sauvages* ». On peut ajouter que l'acte de chasse conduit à l'appropriation d'un bien (faune sauvage) commun aux citoyens du pays, voire au-delà pour les migrateurs.

En pratique, et dans les conséquences pour la diversité biologique, qu'y a-t-il de commun entre la grande ou petite vénerie, la chasse à l'arc, la chasse au vol, les fusillades des cols ardéchois (Escrinet) ou pyrénéens, les palombières restées traditionnelles, les battues en troupes nombreuses, les chasses de nuit à partir de huttes agrégées comme voitures sur un parc de stationnement, la chasse parcimonieuse d'un petit gibier sauvage que d'excellents chasseurs s'efforcent de maintenir (ils sont très minoritaires) et les chasses dites traditionnelles où le 4x4 est le moyen de transport privilégié ?

Quel rapport y a-t-il entre la recherche d'un gibier sauvage et le tir d'animaux d'élevage (près de 14 millions de faisans lâchés en 1999 contre 6,5 millions en 1980, 5 millions de perdrix contre 1,2 à 1,8 millions en 1980, 1 million de canards contre 0,5 à 1 million en 1980, etc.) qui fait mentir le slogan un temps utilisé par l'organisation nationale des chasseurs « La chasse, c'est naturel » ? Il faut d'ailleurs signaler que l'Association nationale pour une chasse écologiquement responsable (Ancer), composés de « vrais » chasseurs propose depuis fort longtemps l'arrêt des lâchers de gibier de tir et une réglementation stricte des lâchers de « réintroduction » [2].

Loisir pratiqué par près 1 300 000 Français (ils étaient près de 2 millions en 1980), la chasse est aussi légitime que d'autres activités de loisir pour peu qu'elle tienne compte des autres usagers de la « nature », ni plus ni moins.

VOUS AVEZ DIT « ANTI-CHASSE » ?

Qu'est-ce qu'être « anti-chasse » ? Pour certains, la chasse est condamnable pour des raisons éthiques. L'Homme n'a plus besoin de protéines animales d'origine sauvage (dont il pourrait d'ailleurs se passer en Europe occidentale), tuer pour le plaisir est donc inacceptable. C'était le point de vue de Théodore Monod. C'est un point de vue éthique que l'on peut ne pas partager mais qui n'est pas contestable. La question de la protection des individus ou des espèces ne se pose pas dans ce contexte. Force est de constater que, tant pour certains responsables politiques que pour maints journalistes de la presse écrite, de la radio ou de la télévision, sont classés « antichasse », ceux qui, sans

remettre en cause le principe de ce loisir, n'en émettent pas moins des réserves sur certaines de ses pratiques et sur son organisation (ce qui est d'ailleurs également le fait de certains chasseurs, « modernistes » pourrait-on dire). Cette globalisation qui envenime un débat récurrent est aussi bien le fait d'une manipulation volontaire que d'une simplification caricaturale coutumière à certains « media ».

ÉCOLOGIE « AFFECTIVE » ?

Les termes de « écologie affective » n'ont pas grand sens. L'écologie est une discipline scientifique dont Francesca Di Castri (3) a remarquablement défini les limites en 1984. Elle n'est pas affaire d'affect. Veut-on parler du bien-être animal ? Auquel cas le sujet n'a guère de rapport avec la protection des espèces et s'inscrit dans la notion de protection de l'animal comme « être sensible » appliquée aux animaux domestiques et aux animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité (Article 11 de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature). On n'entrera donc pas dans ce débat.

LES UTILISATEURS DE LA « NATURE »

Qui sont alors ceux qui ne se sentant pas membres de la cohorte des anti-chasse, même s'ils sont souvent présentés comme tels, sont des « utilisateurs de la nature », comme les chasseurs, avec qui ils souhaitent la plupart du temps un dialogue constructif ? Ce sont les associations qui regroupent des exploitants (agriculteurs, forestiers) et défendent les intérêts de leurs adhérents, celles qui usent des aménités des espaces naturels (paysage, flore et faune) et cherchent à en faciliter l'accès (sentiers balisés) sans forcément se mobiliser pour en assurer la sauvegarde et celles qui ont pour vocation première la pérennité et/ou la restauration de la qualité de ces espaces et des espèces qu'ils contiennent sans vouloir se les approprier.

La nature des rapports de ces associations avec le monde de la chasse dépendra donc beaucoup de leur objet social et des occasions de rencontres avec des chasseurs.

- Lorsque l'objet social, par exemple la randonnée pédestre, conduit à ce que chasseurs et non-chasseurs fréquentent à certaines périodes de l'année les mêmes territoires,

des conflits peuvent se faire jour mais rester ponctuels, anecdotiques pourrait-on dire, car liés à des comportements individuels. S'il y a des chasseurs arrogants, il y a aussi des promeneurs qui se font un malin plaisir à perturber une chasse...

- Lorsque l'objet social de l'association est l'exploitation d'une ressource dont le gibier tire aussi parti, les conflits peuvent être durables. C'est le cas d'un antagonisme certain entre chasseurs d'un côté, agriculteurs et forestiers confrontés aux dégâts de gibier (lapins jadis, cervidés et sangliers, etc.) de l'autre, exprimé par les protestations de syndicats d'exploitants agricoles en divers départements (Ardèche, Bouches-du-Rhône, Drôme, etc.) et qu'illustre l'opération de repréaillies » menée en mai 2001 par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Isère contre le siège de la Fédération départementale des chasseurs de ce département à la suite de dégâts de sangliers. Comme le déclarait alors le président de la FDSEA : « *La chasse, c'est un loisir, Le champ détruit par le sanglier,*

c'est notre outil de travail, notre vie. Trop de gens semblent l'oublier . »

• Lorsque l'objet social de l'association est « la protection de la nature », sans volonté d'appropriation, les rapports peuvent être différents selon qu'à ces termes correspondent des éléments ne donnant pas, ou peu, lieu à des conflits avec les chasseurs (minéraux, fossiles, flore, invertébrés, etc.) ou, au contraire, être objets de désirs contradictoires (milieux, oiseaux, mammifères directement ou indirectement concernés par des pratiques de chasse).

UNE VIEILLE QUERELLE AUX SOURCES MULTIPLES

Quels sont alors les termes d'une querelle qui oppose certains chasseurs et associations de protection de la nature de manière récurrente depuis la fin des années 1970 ? L'essentiel tourne autour du poids des prélèvements de la chasse sur la diversité biologique et sur les effets d'une organisation sociale de la chasse perçue comme hostile à l'adoption de mesures de protection d'espèces et de milieux.

On ne peut nier que la chasse a été, directement ou indirectement (Raffin Et Lefeuvre, 1982 [4]), source d'amoin- drissement de la diversité biologique et peut le rester.

Il faut distinguer très schématiquement deux cas de figure : celui des espèces sédentaires et celui des *espèces migratrices*.

Dans le premier cas, il faut bien constater, qu'un temps, l'essentiel des effectifs de chamois de France se trouvait dans les réserves de chasse et les zones centrales de parcs nationaux. La chasse était responsable de cette situation et elle peut-être encore localement un frein à la recolonisation de massifs montagneux propices à l'espèce.

Le maintien aujourd'hui d'une chasse au tétras-lyre sur des populations fragilisées par des équipements touristiques et des modifications de pratiques pastorales n'est pas une attitude raisonnable.

Mais, d'un autre côté, l'adoption de plans de gestion dus aux chasseurs a permis une remontée spectaculaire du cerf, du chevreuil ou du sanglier, quitte à ce que il faille maintenant, quelquefois, contrôler une abondance excessive. La replantation de haies, le maintien et la reconstitution de bandes enherbées ou buissonnantes dans les zones de grandes cultures, les cultures « à gibier » (déjà préconisées en montagne par des associations de protection de la nature dès le début du XX^e siècle) font partie des actions positives intéressant le gibier et l'ensemble de la diversité biologique d'organisations cynégétiques.

La situation est donc contrastée.

Lors que l'on s'inscrit dans une perspective historique, l'on ne peut oublier les paramètres suivants :

- la suppression, pendant la dernière Guerre mondiale, de la chasse, ce qui a permis un développement de la faune gibier et des espèces qui en vivaient, avec comme conséquence un sentiment de pléthore cynégétique après la guerre (l'âge d'or) ;
- l'introduction, en 1952, du virus de la myxomatose par un professeur de médecine irresponsable qui provoquera, en quelques années l'effondrement des populations de lapin de garenne, gibier de base du chasseur français (« le symbole de la chasse populaire française » comme

le déclarait fort justement, en mars 2006, la Fédération nationale des chasseurs) ;

- l'accroissement, au même moment, du nombre des chasseurs français (environ 700 000 permis en 1945, 1 900 000 en 1955, 2 000 000 en 1970, 2 200 000 en 1980) ;

- le report d'une partie de la pression de chasse au lapin de garenne vers un gibier moins prolifique (perdrix, faisan, lièvre) ;

- le développement d'une agriculture dite moderne avec son cortège de destructions de milieux propices à la faune et de pratiques agricoles (pesticides, mécanisation, etc.) défavorables au maintien d'une faune sauvage diversifiée.

L'ensemble de ces facteurs ne pouvait que conduire peu à peu à une régression du gibier et de la faune en général. Pour tenter de remédier à la diminution du gibier les organisations cynégétiques se lancèrent dans d'aussi inefficaces que coûteux « repeuplements » d'animaux d'élevage ou importés, voire à des tentatives d'introductions (« lapin » - *sylvilagus* par exemple). Ces nouveaux arrivants ont, dans certains cas, propagé des pathologies inconnues ou peu développées en France et étaient souvent peu adaptés à se défendre des petits prédateurs. Les chasseurs ont alors développé une stratégie pour les éliminer, au grand dam des protecteurs de la nature.

Le maintien de chasses dites traditionnelles ajoutait à l'animosité croissante des protecteurs vis-à-vis du monde de la chasse.

La France avait signé en 1902, puis ratifié en 1905, la convention de Paris qui prohibe « *la pose et l'emploi des pièges, cages, filets, lacets, gluaux et de tous autres moyens quelconques ayant pour objet de faciliter la capture ou la destruction en masse des oiseaux* » (disposition qui sera, sous une formulation différente, reprise dans la directive 79/109/CEE dite directive Oiseaux). Les chasseurs eux-mêmes (congrès de la chasse de Carcassonne, en 1920, puis d'Arles en 1923) s'étaient trouvés d'accord avec les protecteurs pour demander l'interdiction de ces méthodes tout comme le congrès des présidents de fédérations de chasseurs de France (1970) souhaitant « *la suppression en tous pays des filets et pontes comme moyens de chasse afin d'éviter la destruction abusive des oiseaux* ». Mais la convention de Paris n'en sera pas pour autant appliquée en France. Au président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) qui s'étonnait, que cette convention reste toujours lettre morte dans notre pays, 70 ans après sa ratification, M. François Delmas, secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Environnement et du Cadre de vie répondait, en 1978, qu'il fallait « *tenir compte des périodes de guerre ou d'agitation politique et sociale qui ont valu d'autres préoccupations aux gouvernements successifs* »...

C'est peu avant qu'était adoptée (1964) la loi sur les associations communales de chasse agréées dite loi Verdeille. Excellente du point de vue cynégétique, cette loi avait un inconvénient, celui de tenir pour quantité négligeable les Français qui, ne chassant pas, ne souhaitaient pas que l'on chasse chez eux. Elle reprenait une idée lancée en 1923 (premier congrès international pour la protection de la nature) sur la base du volontariat, ce qui n'était pas le cas de la loi de 1964 qui imposait aux petits propriétaires non-chasseurs d'accepter chez eux un loisir qu'ils ne pratiquaient pas et d'adhérer à une association cynégétique.

L'économie de cette loi était d'autant plus paradoxale qu'elle contrevenait à un principe adopté lors de la Révolution française édictant : « *11 est défendu à toutes personnes de chasser en quelque temps et quelque manière que ce soit sur le terrain d'autrui sans son consentement* » (20 avril 1790). »

Il s'en est suivi de multiples conflits, avec quelquefois mort d'homme et des contentieux entre protecteurs et chasseurs. Ils trouvèrent un aboutissement dans l'arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 29 avril 1999 consta-tant, qu'au travers de la loi Verdeille, la France violait la convention européenne des Droits de l'Homme en matière de droit de propriété, de liberté d'association, de discrimination et de liberté de pensée et de conscience.

Il y avait là tous les ingrédients pour que se développent des conflits avec les associations de protection de la nature regroupées, pour l'essentiel, au sein de la fédération (née en 1968) et maintenant intitulée France Nature Environnement.

S'y ajoutait la question de la fixation des périodes de chasse aux oiseaux migrateurs et du nombre de ces espèces chassables en France, notamment après l'adoption de la directive 79/409/CEE dite directive « Oiseaux ». Cette directive implique que ne soient pas chassés des oiseaux en période de migration pré-nuptiale et en période de reproduction. Ce sont là des principes de bon sens, dont le second est d'ailleurs admis pour le gibier sédentaire depuis la loi du 3 mai 1844. Quant à l'application de ces principes aux oiseaux migrateurs, déjà demandée par des chasseurs et les ornithologues depuis longtemps (premier congrès international de protection de la nature réuni à Paris en 1923, congrès ornithologique de Copenhague (1926), réunion intergouvernementale de Londres (1927), congrès ornithologique d'Amsterdam (1930), deuxième congrès international pour la protection de la nature (Paris, 1931, etc.), elle se heurtera à l'opposition farouche de chasseurs dits traditionnels et sera source d'une guérilla juridique sans fin (Raffin. 2002 [51] que les pouvoirs publics tenteront d'endiguer en faisant adopter, en 1994, 1998, 1999, 2000, 2003 et 2005 des lois immédiatement contestées et sources de nouveaux contentieux.

Quand on constate que la France détient le record du nombre d'espèces migratrices d'oiseaux chassables (59 pour une moyenne européenne de 29 dans l'Europe des Quinze) et que la chasse s'y exerce toujours sur des espèces en mauvais état de conservation, on comprend que nos voisins aient une piètre opinion de la manière dont notre pays se préoccupe d'une diversité biologique dont nous ne sommes pas propriétaires.

Alors qu'ailleurs une entente a pu s'établir entre chasseurs et protecteurs (A-L. Roccati, 1998 [6]), la situation est restée bloquée en France, en raison notamment de l'organisation même de la chasse.

Le système associatif français est fondé sur le principe de la liberté d'adhésion et de cotisation. Ce n'est pas le cas de la chasse depuis une loi promulguée par le Maréchal Pétain, le 28 juin 1941, qui institue l'obligation d'adhésion et de cotisation à une association départementale (fédération) unique. Jusqu'au vote de la loi chasse de 2600, seule une partie des adhérents disposait d'un droit de vote. Adopté en 2000, le principe « un homme - une voix » a donné lieu à des déclarations de

parlementaires dont celle de M. Charles-Amédée de Buisson de Courson, député de la Marne, s'insurgeant (Assemblée nationale, 29 mars 2000) contre cette disposition au motif que ce serait « *instaurer Woodstock !* ». Ce principe a été remis en cause par la loi dite Bachelot-Narquin de 2003 qui a rétabli un système de type censitaire.

Le dispositif, imposant une cotisation obligatoire, exorbitant par rapport au système associatif français, a fourni aux fédérations de chasseurs des moyens financiers importants dont l'utilisation a donné et donne lieu à des dérives étonnantes et leur a permis d'organiser des actions contre la protection de la diversité biologique (attaque, en 1979, des listes d'espèces animales protégées prises en application de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature ; tentatives de blocage de l'application de la directive « Oiseaux » 79/409/CEE en France ; blocage, pendant près de dix ans, de la ratification des conventions de Berne [conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe] et de Bonn [conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage] blocage de l'adoption de la directive « Habitats » 92/43/CEE au Parlement européen puis de l'application de cette directive en France; opposition fréquente à la création de réserves naturelles, etc.).

De façon paradoxale, ces moyens n'ont guère servi à prévenir l'altération ou la destruction de milieux favorables à la faune sauvage y compris le gibier. Ainsi les organisations cynégétiques ne se sont-elles guère manifestées lorsque la France refusait ou freinait l'application de mesures agri-environnementales (règlements communautaire sur la Politique agricole commune (Pac) de 1985, 1991, 1992, etc.) ou s'opposait à une réforme « environnementale » de la Pac (par exemple, dans le cadre de la convention sur le projet de traité constitutionnel pour l'Europe - février 2002-juillet 2003 - où ont été repoussées les demandes de conventionnels, suédois notamment, souhaitant que soient revus les objectifs du traité de 1957 sur la Pac).

REDEVANCE DES CHASSEURS OU PRÉLÈVEMENT FISCAL ?

Si les cotisations de chasseurs à leurs organisations sont bien l'argent des chasseurs (mais le fait qu'elles soient obligatoires implique un contrôle de leur utilisation par la puissance publique), il n'en va pas de même des redevances cynégétiques (contre partie, en quelque sorte du prélèvement effectué sur le patrimoine naturel commun). Comme le faisait remarquer l'Inspecteur général des finances, ancien chef du contrôle général des armées, Cailleteau (Rapport sur la commission de médiation sur la Chasse, 1998) « *la redevance de base (nationale ou départementale) est un prélèvement fiscal fixé par l'Etat et perçu par lui (...). La redevance n'est donc pas l'argent des chasseurs, comme c'est dit trop souvent, mais l'argent prélevé sur les chasseurs au titre de leur activité comme c'est le cas de nombreuses redevances.* Ce caractère d'imposition obligatoire maintes fois rappelé (Direction du budget, 1991 ; Premier président de la Cour des Comptes, 1994 ; ministère du Budget, 1997) imposait aux autorités administratives (Directions départementales de l'agriculture et des forêts, préfectures) d'exercer un contrôle vigilant de l'utilisation des fonds recueillis par les chasseurs. Tel n'a pas été le cas, ce qui a entraîné de nom-

breuses dérives relevées par un rapport de la Cour des comptes, non publié mais dont la presse s'est largement fait l'écho [7], établissant, en mars 2000 [8], que ces fonds servaient à d'autres finalités que celles des fédérations de chasseurs (financement de manifestations, de campagnes électorales, achats divers, etc.). Dès 1986, un rapport de l'Inspection générale des Finances avait bien demandé une clarification des circuits financiers de la chasse, mais il n'avait pas eu de suite.

La Cour constatait que les fédérations avaient constitué des réserves, approchant, fin 1999, le milliard de francs et qu'elles n'appliquaient pas les dispositions leur imposant un reversement à l'Office national de la chasse.

La Cour faisait aussi remarquer que le système prévalant entraînait de nombreuses confusions et qu'il convenait de réviser les textes sur l'organisation de la chasse en distinguant clairement les missions de l'Office et celles des fédérations.

« Or le projet de loi sur la chasse (de 2000, Ndlr) étend les missions des fédérations et leur confie, en particulier des missions qui sont précisément celles de l'office : mise en valeur du patrimoine cynégétique, protection de la faune sauvage et de ses habitats.

Au-delà de ces confusions, l'Etat n'a pas choisi entre deux systèmes d'organisation dont l'un découle des textes de 1941 et l'autre de la nouvelle organisation mise en place en 1974-1975.

Si le choix était fait de renforcer l'autonomie des fédérations, chacune d'elles devrait être libre de fixer ses propres cotisations, dans le cadre de ses missions, et ces cotisations cesseraient d'être obligatoires, comme c'est le droit commun des associations.

Si, au contraire, le caractère obligatoire de ces cotisations est confirmé, l'Etat doit assumer pleinement son rôle et se donner les moyens juridiques et administratifs, de définir limitativement le rôle des fédérations, d'ajuster les cotisations de chacune d'entre elles à sa situation particulière et de contrôler réellement l'emploi qui en est fait. »

L'Etat a choisi de maintenir une ambiguïté qui permet toutes les dérives financières. Les lois de 2000, 2003 et 2005 n'ont pas amélioré la situation. Les contrôles financiers ont même été allégés voire supprimés. Quant à l'Office national de la chasse (et maintenant de la Faune sauvage), il vient d'être « raccourci » (suppression de postes), en avril 2006, par la Ministre de l'Ecologie et du Développement durable et le Ministre du Budget. Le président de la Fédération nationale des chasseurs s'est félicité « d'un recentrage des missions de l'Etablissement vers les missions cynégétiques, au détriment des missions d'intérêt général et patrimonial devenues pléthoriques ».

QUEL AVENIR DES RAPPORTS ENTRE PROTECTEURS ET CHASSEURS ?

Tant que perdurera la situation actuelle qui prolonge, voire institue, un système de confusion entre chasseurs et autorités publiques, système inscrit dans un fonctionnement douteux d'une partie de la société française fort bien décrit, en 1992, par Meny [9], le dialogue restera difficile. Il ne peut y avoir de partenariat sincère et durable entre deux catégories de citoyens maintenues inégales : des citoyens qui s'approprient une partie d'un patrimoine commun national, voire international, sont cap-

tifs d'un système archaïque, bénéficient de puissants moyens financiers dont la puissance publique n'assure pas le contrôle et des citoyens bénévoles adhérant et cotisant volontairement à des associations qui oeuvrent pour la protection d'un patrimoine vivant dont ils ne cherchent pas l'appropriation.

En choisissant de rester dans le douteux, l'Etat se prive d'une alliance entre chasseurs et protecteurs, ce qui est pour le moins paradoxal au moment où on n'a jamais tant parlé de plan, programme d'actions et stratégie pour le maintien et la restauration de la diversité biologique.

Bibliographie

- [1] J-C. LEFEUVRE. Données sur les dates de migration et de nidification des oiseaux d'eau et des oiseaux migrateurs. *Courrier de l'environnement de l'Inra*. 38. 99-106. 1999.
- [2] Le gibier de tir ou comment tuer le plus possible en chassant le moins possible. Ancer. 1995.
- [3] F. DI CASTRI : L'écologie, les défis d'une science en temps de crise. Rapport au Ministre de l'Industrie et de la Recherche. La Documentation Française. Paris. mars 1984.
- [4] J-P. RAFFIN Et J-C. LEFEUVRE : Chasse et conservation de la faune sauvage en France. *Biological Conservation*. 23 : 217-241. 1982.
- [5] J-R. RAFFIN. Les rapports chasseurs/non-chasseurs dans les espaces naturels publics : en progrès ? Actes du colloque « Apprendre et partager la nature ». Comité nature et citoyenneté. Amiens. 48-62. 2002.
- [6] A-L ROCCATI. Faut-il payer pour les chasseurs ? *L'Européen*. n°15. 22-31. 1998.
- [7] Le Monde des 30 janvier, 20 avril et 22 avril 2000 notamment.
- [8] Rapport du 23 mars 2000, référé numéro 8995/25066.
- [9] Y. MENY. La corruption de la République. Fayard. 1992.

Commentaire pour l'ANCER.

JP Raffin est un universitaire naturaliste engagé depuis longtemps dans la lutte pour la protection de la nature qui l'a même conduit un temps à exercer une fonction de conseiller technique au cabinet de Dominique Voynet en particulier sur le dossier empoisonné de la chasse. Il a donc été fortement marqué par cette expérience. Son texte contient une analyse que ne peuvent que partager les chasseurs honnêtes qui ont connu les conflits stériles de ces vingt dernières années. Ceci étant dit, son analyse est plutôt à la charge du monde de la chasse oubliant les responsabilités du monde de la protection de la nature qui dans cette affaire n'a jamais su prendre clairement ses distances avec les abolitionnistes. Plus précisément, dans ses propos contestant la dimension "affective" de l'écologie, il tombe un peu dans le travers de l'angélisme occultant nous semble-t-il la dimension anthropologique de la protection de la nature qui pourtant est incontournable. Ceci étant dit, notre association ne peut que partager le fond même de son analyse et en particulier ses considérations critiques sur la politique menée depuis longtemps par les gouvernements successifs en particulier depuis 2003.

Simon CHARBONNEAU



UN CHASSEUR AU PAYS DES « BOBOS »

La chasse est un sujet délicat et chargé de passions. Elle possède de nombreux adversaires. La plupart du temps par ignorance, des gens charmants peuvent se révéler aussi agressifs que les skin-heads du Parc des Princes et aussi ouverts d'esprit que le public d'un meeting d'Arlette Laguiller. La défendre est donc une mission difficile. Toutefois à force d'être brocardé comme un mélange de « Deschien, » et de « facho » et d'être montré du doigt comme un « salaud, qui tire sur des malheureux animaux pour montrer qu'il est un homme », on finit par développer des anticorps. Voire mieux à développer un goût certain pour la controverse. Ce penchant pour la polémique, je le dois en grande partie à la chasse. Remettons nous en situation.

rée. La réconciliation sera pour après le vote ! On est donc revenu sur Machine. Je ne connais toujours pas Machine et ma femme est toujours là. Je ne vais toujours pas risquer une scène de jalousie dans la voiture pour une fille, que je ne connais pas. D'ailleurs je sais par expérience, que les filles faciles ne sont pas forcément les plus jolies. Si c'était le cas, elles auraient le choix et se montreraient plus sélectives. Toutefois toute règle a ses exceptions... En tout cas, quelle coquine cette Machine... Faudra quand même qu'on me la montre à la cafétéria. Là au moins, ma femme ne sera pas là. Ah, on a quitté Machine et on est passé à S. Un beau spécimen, celui-là aussi. C'est le Directeur des Ressources Humaines. C'est amusant comme ces gens là concentrent tous les défauts de la création. menteur, lâche, manipulateur, la vraie panoplie du parfait salaud. En mon fort intérieur, je me dis que déjà S. ne me faci-

Photo : Shutterstock



UN DÎNER EN VILLE

Autour de la table, de jeunes cadres dynamiques échan- gent leurs impressions sur leurs carrières, leurs bagno- les, leurs « apparts », le boulot... On taille un costard à cet « enfoiré de X ». On passe à Y, qui couche avec Machine. D'ailleurs, Y n'a aucun mérite. Machine cou- che avec tous les hommes pouvant l'aider dans sa car- rière professionnelle.

J'écoute distraitemment. Je ne connais pas Machine. Si ma femme n'était pas là, j'aurais certainement posé des questions sur elle : à quel étage est ce qu'elle travaille ? a quoi ressemble t'elle ? d'ailleurs, est ce qu'on est vrai- ment sûr qu'elle a aussi couché avec Y?

Bref, tout cela c'est rigolo 5 minutes, mais cela lasse. Oh on a bien essayé de parler d'autre chose. Le référen- dum sur la constitution européenne a été évoqué. Mais évoqué seulement... L'une des convives s'est révélée être une véritable passionaria de ce texte. La simple idée du vote « non » lui est insupportable. Voter comme Le Pen ou Besancenot, est, pour elle, impensable. Après l'échange de deux arguments avec le seul « noniste » déclaré de la soirée, le ton est monté. Pour éviter tout pugilat et d'un commun accord, on est vite passé à autre chose. Cela n'empêche pas les deux adversaires de continuer à s'envoyer des piques durant toute la soi-

lite pas la vie en semaine, si en plus il faut en parler le week-end, on va friser l'overdose.

Je décide de décrocher de la conversation.

Je commence à penser discrètement à autre chose. Mon regard se porte sur une photo de Yann Arthus- Bertrand. Superbe phare sous la tempête.

Les phares ont toujours attiré les chasseurs sous- marins. Placés sur des remontées rocheuses, ils concentrent la vie sous-marine. Proches du large, les poissons les plus gros peuvent les fréquenter.

Je commence à regarder la photo plus attentivement. Un rocher attire mon regard. Le plus éloigné du phare. Il est plus sombre que les autres. Est ce la présence d'une moulière ? si c'est le cas, la grande quantité de moules doit attirer sars et dorades lors de la marée montante. Ces mêmes sars doivent se trouver au pied du rocher à marée basse. A quelle profondeur ? Y'a t il du courant, du « jus » comme on dit entre nous ?

J'en suis là, bien installé dans ma rêverie. Quant tout à coup, notre « passionaria du oui » me réveille. Frustrée par son débat avorté sur la constitution européenne, elle cherche une autre victime. Elle m'a choisi :

- Hier, nous avons été au cinéma avec Benoît (c'est amusant comme les filles au caractère difficile met- tent systématiquement le grappin sur des types adora- bles et conciliants). On a été voir le « Dernier Trappeur » (Benoît a dû insister, ce film ne correspond pas à ses

standards habituels). Les images sont somptueuses. Vous savez, cela se passe dans le Grand Nord. On suit le héros du film pendant une année. C'est un trappeur. Sa vie dure et solitaire est en accord avec la nature (*continue ma chérie, tu deviens presque lyrique...*). Rien de commun avec ces bourrins avinés, que nous voyons à la campagne tirer sur des volatiles, qu'ils viennent de lâcher (Aïe...).

Les premiers arguments sont lâchés. Un silence s'installe. Nos amis se placent autour du ring. Ils attendent ma réponse. Le seul chasseur, ici, c'est moi. Douce joie d'être chasseur et d'habiter en milieu urbain. Parfois, je souhaiterais habiter au fin fond du bassin d'Arcachon. Il faut que je me réveille. Je gagne un peu de temps en me resservant une bière. Et puis pour elle, petite minette parisienne, cette bière de marque française, cette « KRO », c'est la boisson des ploucs. Elle et ses amis ne boivent que de la Corona. Peu importe que cette boisson soit en réalité plus proche de la limonade. Elle leur plaît. Elle est branchée. Exotisme des origines mexicaines ? charme de la tranche de citron, que l'on met directement dans le verre ? Vous savez cette tranche de citron, que les mexicains mettent pour être certain de désinfecter le goulot de la bouteille. Et ils vous racontent cela avec des accents d'aventurier : le Mexique, ses maladies, son insécurité... Ils ont vu tout cela... d'ailleurs c'est vraiment fou ce qu'on peut vivre en une semaine de Club Med à Cancun.

Bref, ce geste me permet de marquer mon territoire, d'affirmer ma solidarité avec tous les méprisés, les Mimiles et les autres Nanards. C'est ma façon de hurler : « A moi amis chasseurs, sus aux bobos !!! ».

Pour être tout à fait honnête, il me sert surtout à remettre mes idées en place. J'en suis quand même à ma troisième bière. « Le dernier trappeur » me permet de rebondir :

- Je suis ravi, que tu reconnais enfin, que la chasse permet de vivre en accord avec la nature. C'est le plus bel hommage, que tu puisses lui faire. Contrairement au promeneur, le chasseur n'est pas un simple spectateur. C'est un acteur. Non seulement, il observe la nature, mais il en fait partie. Lorsqu'il tue, il n'est ni bon, ni mauvais. Il redevient simplement le prédateur, qu'il était, qu'il a toujours été. Il faut simplement avoir la tolérance de reconnaître que certains ont conservé l'instinct de prédation. Mais je ne doute pas qu'une ancienne militante de Sos-Racisme puisse faire preuve de tolérance vis à vis des chasseurs. Nous ne sommes finalement qu'une minorité victime des vexations de certains médias et d'un discours « politiquement correct ».

Là j'en fais beaucoup, mais parfois cela peut marcher...
- Arrête ton cinéma, tu ne peux pas comparer la situation de populations victimes de discrimination au logement, à l'embauche ...et tes copains chasseurs

Bon, cela n'a pas complètement marché, mais on est quand même passé des « bourrins avinés » à mes « copains chasseurs ». C'est mieux. Comme quoi le statut de victime a des avantages. On a toujours plus de mal à tirer sur une ambulance.

- Et pourtant, réfléchis et dis moi pourquoi les chasseurs sont passés d'un statut social favorable, il y a encore une trentaine d'années à celui de SUPERBEAUF ?

alors même que pendant des siècles, leur image avait été positive et que globalement ils ont peu changé.

(...) Un ange passe. Un peu déstabilisée par la tournure prise par le débat, mon adversaire se ressert un peu de jus d'orange.

Tiens, elle n'y ajoute pas d'alcool. Elle a donc besoin de reprendre ses esprits.

J'en profite pour reprendre la parole. Comme disait je ne sais plus quel général : « la meilleure défense, c'est l'attaque ». Alors, allons-y, à l'assaut !

- Je vais te donner la principale explication (*je deviens le gentil grand frère, qui prend sa petite soeur par la main pour lui faire comprendre la vie. Les autres me regardent presque avec tendresse*). En devenant de plus en plus urbaine, notre société s'éloigne tous les jours un peu plus de la nature, de son rythme. Nous devenons obnubilés par le progrès. Nous sommes persuadés que seul celui-ci peut nous sauver. Prenons un exemple. Dorénavant, nous refusons l'évolution naturelle de notre corps. La mort, la vieillesse nous sont insupportables. D'où l'engouement pour la DHEA et la chirurgie esthétique. La moindre ride est bannie (*son mec obtempère, les crèmes anti-âge dont elle se badigeonne le visage deux fois par jour lui coûte une fortune...*). Or la chasse est une confrontation directe avec la mort, la chasse confirme que la mort fait partie de la vie. En cela elle gêne.

(...) Plus personne. Encéphalogramme plat pour ma rhétoricienne en herbe. C'est son bonhomme, qui revient à la charge.

- Ok Franck, ces arguments sont recevables (*je progresse !!!*). Mais quand tu parles de confrontation, encore faudrait-il que celle-ci soit équitable. Or vous avez des armes, les animaux n'en ont pas. Si ils perdent, ils meurent. Si vous perdez, à part une atteinte à votre fierté masculine, il ne vous arrive pas grand chose.

Décidément, le sujet intéresse nos convives de ce soir. Je reprends un peu de bière, lui souris et lui désigne la photo de phare prise par Yann Arthus-Bertrand.

-Tu vois ce décor, c'est un excellent terrain de chasse sous-marine. C'est sûr, le poisson est présent. Mais, crois moi, le danger ne doit pas être négligé. Les courants, qui peuvent t'emmenner au large, les vagues qui ont tendance à te projeter sur les rochers et lors de tes apnées, la syncope qui te guette (*Ok, je me fais un peu mousser, mais parfois c'est nécessaire. Par contre, dommage collatéral, ma femme fait la gueule, faudra négocier dur pour ma prochaine chasse sous-marine en solitaire*).

Et même sur terre, lorsqu'un sanglier a été blessé en battue ou bien qu'un cerf poursuivi en chasse à courre est enfin cerné par la meute, il faut abrégé leur souffrance. On dit « servir » l'animal (*et toc, un peu de culture cynégétique, eh ouais mon gars, les chasseurs ont plus de 500 mots de vocabulaire*). Cela se fait la plupart du temps à la dague, à la fois par éthique et pour ne pas blesser les chiens. Et cette confrontation n'est pas sans danger. D'ailleurs, un vieux proverbe dit « Au sanglier le barbier, au cerf la bière » (*et en plus, mon gars, ce patrimoine culturel remonte au Moyen Age, et retoc...*). Mais quand je te parlais de confrontation, je voulais te

faire comprendre, qu'à la chasse tu te retrouves en face de l'ordre naturel des choses. Tu prends conscience de la fragilité de la vie, celle des animaux bien entendu, mais aussi à travers eux de la tienne.

Quand je chasse, je refais partie de la nature. Quand je tue, je m'approprie une part de cette nature.

Silence de nouveau, décidément l'évocation de la mort, cela jette un froid. Toutefois mon interlocuteur continue à me regarder avec des yeux rieurs et intéressés. Le combat va continuer.

-Tes exemples sont beaux... Mais la majorité des chasseurs ne ressemblent pas à ces fous furieux (*merci du compliment*), qui affrontent une mer déchaînée pour tirer un bar ou ces dingues, qui tuent un cerf avec un couteau (*une dague, malheureux, pas un couteau... pourquoi pas un opinel tant que tu y es*). Tu le sais bien et je le vois bien avec les amis de mon père, les chasseurs du dimanche ne tirent souvent que des volatiles sortis des caisses le matin de la chasse (*là, il appuie où cela fait mal*).

Désolé pour les amateurs de « Galinettes Cendrées », les aficionados de gros tableaux sans se fatiguer, les chauds de la gâchette sur « du faisan, qui vole pas trop vite », mais je ne peux pas être solidaire de cette pratique. Tout simplement parce qu'elle est indéfendable. Il me faut rapidement évacuer cette question, sinon tout est foutu.

- Oui, cela existe ... Je ne vais pas le nier. Toutefois cette artificialisation de la chasse est aujourd'hui de plus en plus combattu au sein même du monde de la chasse. Certaines fédérations départementales de chasse, comme celle de l'Aisne, les ont déjà interdites. La tendance actuelle de la chasse est enfin à la recherche de l'authenticité.

Sais tu quelles sont les modes de chasse, qui se développent aujourd'hui ? (*quittons rapidement les lâchers de cocottes, cette grosse verrue sur le visage de chaque chasseur*)

- (....)

- Eh bien la chasse à l'arc, la vénerie... Tu seras d'accord avec moi, pour dire que là, on est très loin des volatiles lâchés pour être trucidés deux heures après (*c'est la « recherche du point d'accord », vieille technique de commercial, qui fonctionne toujours*)

- Là oui (*yes !!! je le tiens*)

- D'autre part, certaines fédérations de chasse ont fait d'énormes efforts pour apporter au petit gibier, ce que l'agriculture moderne lui avait enlevé.

L'intérêt de mon public augmente. Le bobo a une âme d'écolo. Même si il ne sait pas trop ce qu'est réellement l'écologie. Je continue.

- Replanter des haies. Agrainer pour leur apporter une nourriture, qu'ils ont de plus en plus de mal à trouver. Mettre en place des jachères faune-sauvage, c'est à dire des cultures sans pesticides, où insectes et plantes « sauvages » peuvent se développer. Et cela au bénéfice de toute la faune.

« Pesticides », le mot est lâché. Il évoque une menace sourde, pernicieuse. Il rime avec cancer. Il fait partie des

mots, qui font peur dans nos sociétés modernes. En vrac, ses collègues se nomment : terrorisme, maladie d'Alzheimer, nucléaire, réchauffement climatique, SIDA, Ben-Laden...

Mes bobos écolos tendent alors une oreille encore plus attentive. Ainsi ces chasseurs forcément bourrins, si souvent avinés, qui compensent leur frustration en tirant sur des animaux innocents pourraient être utiles à l'environnement. Par leur action, ils préserveraient la biodiversité.

Je suis sur ma lancée.

- Et lorsqu'on fait des efforts, cela paye. La nature est bonne fille. La faune revient. (*oh mes bobos sourient, ils ont compris, que si on peut sauver les perdreaux on peut aussi sauver l'homme*).

Autre exemple, quand les chasseurs préservent des marécages. Ils le font certes pour pouvoir continuer à y chasser. Mais le bilan de leur action est très positif pour l'environnement. Ainsi entretenus, ces marécages sont de véritables filtres pour les engrais et les pesticides, qui sinon se retrouveraient dans les cours d'eau et à terme...dans l'eau de votre robinet.

Le débat est interrompu par la maîtresse de maison. Il est temps de passer à table. Au menu, fondue bourguignonne. Entre cela et les bières, je me mets au régime dès demain. Mais bon, pour une fois, que j'échappe au Wok et aux sushis, je n'allais pas gâcher mon plaisir. Quoi, vous ne connaissez pas le Wok ? en résumé c'est une grande poêle, dans laquelle légumes et viandes mijotent doucement. Mais attention pas n'importe quelle poêle, une poêle « design » de couleur grise transparente (retenez bien cette nouvelle couleur « gris transparent ») avec des reflets aciers. C'est la poêle « Guerre des Etoiles » ! Si vous avez une poêle classique, cela marche aussi, et c'est aussi bon, mais ça ne fait pas branché, donc le plaisir ne sera pas le même...

Le plat de viande passe de mains en mains. Les sauces multiples sont au rendez-vous : tartare, bourguignonne, aioli, béarnaise et même... du ketchup (pardon Jean-Pierre Coffe, mais bon on a aussi été élevé au Mac-Donalds, et fatalement il en reste quelque chose). Les caquelons d'huile bouillante sont posés sur la table. Deux bonnes bouteilles de vin rouge (Bordeaux et Madiran, là rien à dire...) attendent qu'on leur fasse un sort. Ce soir, le bonheur est aussi en ville.

Tout le monde attend bien poliment, que notre hôtesse nous place. Tradition un peu désuète et très respectée. Nos parents, qui se sont révoltés en 1968 contre l'ordre établi pourraient nous renier pour cela. Mais peut être est-ce ce que l'on attend ?...

Nos hôtes nous placent. Nous nous asseyons enfin. Et qui est en face de moi ? ma première adversaire. A peine le temps de mettre deux morceaux de viande au bout de ma pique. C'est reparti. La question fuse :

- Tu vois, je ne comprends toujours pas pourquoi tu tues alors que tu n'en as pas besoin. La viande, tu peux l'acheter. La chasse, qui s'explique dans les sociétés primitives par une recherche alimentaire, n'a aucune justification dans nos sociétés modernes.

Cela, c'est le coup classique du « bon sauvage » (merci Jean-Jacques Rousseau !) et du « civilisé pervers », on



***“Tu vois, je ne comprends toujours pas pourquoi tu tues alors que tu n'en as pas besoin.
La viande, tu peux l'acheter...”***

ne me l'avait pas encore fait ce soir... La réponse de ce grand classique doit se faire en plusieurs temps.

Comme je suis le seul à répondre. Pas de précipitation. Je prends le temps d'immerger mes deux pièces de boeuf dans l'huile bouillante. Histoire d'accentuer la déstabilisation de l'adversaire, je prends un air un peu suffisant et sûr de moi.

- Nous avons conservé certains instincts. Par exemple, le goût est en partie instinctif. Chaque individu en possède une part innée et héréditaire. L'autre a été formée par son histoire personnelle et par sa culture. Bien souvent, nous l'ignorons, mais les influences de notre goût peuvent remonter très loin.

J'illustre mon propos. Le goût de la viande rouge. Regarde cette superbe fondue bourguignonne. Nous en salivons par avance. Le plaisir gustatif, initié par notre instinct, est bien présent.

Eh bien, l'instinct de chasse, c'est pareil, nous le devons à des milliers de génération, de chasseurs. Certains l'ont conservé, d'autres pas. Alors pourquoi condamner celui-ci spécifiquement ?

La première partie de la réponse la déconcerte complètement. Elle me regarde avec des yeux ronds. Je lui épargne le parallèle avec le plaisir sexuel (quoique vues ses dispositions rapportées par quelques « ex » indéli-cats, ces ancêtres devaient sacrément aimer cela...). Passons à la deuxième étape.

- Donc cette viande, qui est excellente ...

- ...et « bio » ! rajoute notre hôte.

Je lui lance un coup d'œil amusé et reprends :

- Tu as raison ... donc cette viande excellente et « bio » (c'est un label, qui fonctionne bien chez les bobos, mais pour le coup avec raison) , nous allons lui faire un sort.

Etant omnivores, la mort de ce pauvre boeuf nous servira donc à vivre. Elle n'a pas été inutile. Il ne faut pas oublier, que ces petits cubes de viande sont issus d'un animal vivant. Nous négligeons trop souvent l'origine de la viande du boucher ou des filets de poisson congelés. Elle nous gêne. D'où l'utilité de la chasse, même et surtout pour des « civilisés ». Elle nous rappelle que dans la nature toute mort sert la vie. Elle nous incite à respecter la mort de ces bêtes et donc à ne pas en abuser. Or cela, nous l'oublions trop souvent. Notre consommation de protéines est aujourd'hui en augmentation constante, bien trop élevée par rapport à nos besoins réels. Il n'y a qu'à rentrer dans un Mac-Do pour s'en convaincre. Le prix des animaux d'élevage n'a fait que chuter durant les trente dernières années. Mais à quel prix ! Les conditions d'élevage en batterie sont indignes. Prenons le veau (à mon tour de faire de la sensiblerie). Condamnée à une immobilité totale dans l'obscurité, la malheureuse bête est suralimentée afin d'obtenir un engraissement précoce. Tout cela car nous aimons la viande blanche. Comme nous sommes à table, je ne te parle même pas des conditions d'abattage.

En résumé, face à un mangeur d'hamburgers ou à un habitué de KFC, je n'ai aucun complexe. Non seulement, je mange moins de viande, mais j'en connais le prix avec la mort de l'animal. De plus, ces animaux, que j'ai tué ont vécu sauvages et libres. Si tu avais à choisir, préférerais tu être un cochon de batterie, vivant dans ses murs de bétons dans l'attente du transport à bestiaux, puis de l'abattoir ou un chevreuil, fréquentant bois et champs mais à la merci de la balle du chasseur. Hésiterais tu vraiment ?

Ma démonstration a l'air de faire effet.

Zut... avec tout cela, j'ai oublié ma pique. Deux malheureux bouts carbonisés, de couleur brune trônent maintenant au bout, sacrifiés au champ d'honneur de la défense de la chasse. Il va falloir rajouter beaucoup de sauce bourguignonne. Je me désespère pas. J'en remets deux. Elle me répond :

- Tu veux dire entre vivre libre, mais dans un monde dangereux, ou en captivité avec pour seule issue l'abattoir ?

- Exactement (*je ne peux pas détailler plus, ma viande brûlée exige des gros efforts de mastication*)...

- Ce que tu dis est bien, mais je pense que les chasseurs ne ressemblent pas à cela. Ceux que nous voyons le dimanche à la campagne en sont même à des « années-lumière » ! (*appréciez le « dimanche, à la campagne... », traduisez la propriété du beau-père...*)

Là nous assistons à une second coup très classique. Vous défendez la chasse en avançant des arguments somme toute assez réfléchis. Votre contradicteur est gêné. Il a du mal à répondre. Tout simplement, parce qu'il n'y connaît rien. Pour finir, il accepte de perdre mais face à vous, pas face à un chasseur. En quelque sorte, il accepte de vous donner un satisfecit de « chasseur d'élite » pour mieux démolir la majorité de la communauté cynégétique. Les chasseurs à l'arc connaissent très bien cette pratique : « oh toi, ce n'est pas pareil, tu chasses à l'arc... »



Photo : Marc ROUGET

La réplique : l'invitation.

- Tu n'as pas le droit de dire cela. Même si comme dans toute population importante, il y a des gens biens et d'autres moins. Je peux t'assurer que la grande majorité est constituée de gens intéressants, responsables et passionnés. Pour t'en rendre compte, je vous invite avec

Benoît à venir les rencontrer et voir le déroulement d'une journée de chasse. C'est quand vous voulez.

L'invitation est lancée. Elle est acceptée. Le débat est clos. Le dîner finira tranquillement avec d'autres sujets variés mais représentatifs.

On passe de Bush forcément très bête et très méchant, à la dernière chanson de Souchon fatalement très intelligente, puis au dernier 4x4 de BMW vraiment très beau... On prend conscience de la pollution atmosphérique dans Paris (sans relier le sujet au précédent, bien évidemment, cela pourrait gêner). Sans oublier, les voyages effectués et à faire. Le « bobo » aime se déplacer, découvrir, montrer son ouverture d'esprit.

Parfois, on entend des remarques extraordinaires vous expliquant que les enfants de « chez nous » (traduisez bourgeoisie parisienne, vivant dans les beaux quartiers, mettant ses enfants dans le privé et votant Delanoé pour se donner bonne conscience) devraient aller dans des pays très pauvres comme Madagascar pour se rendre compte de leur chance. L'envie me démange de leur dire que la misère est aussi au coin de la rue. Mais la discussion sur la chasse m'a suffi pour ce soir. Je vais faire mien le vieil adage « pour vivre heureux, vivons caché » et profiter de cette délicieuse viande « Blonde d'Aquitaine » accompagnée de cet excellent « Bordeaux, cru bourgeois ».

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

Dimanche matin. Sept heures. J'attends mes invités depuis une demi-heure. Enfin, un bruit de freinage m'avertit de leur arrivée. Le petit coupé sport se gare. De la fenêtre de la cuisine, je peux les apercevoir.

Mon regard ne quitte pas la voiture. Je ne suis pas déçu. Je me pince pour ne pas rire. Monsieur est habillé comme pour un match de tennis : casquette Adidas neuve, coupe-vent de la même marque de couleur jaune (eh ben, on ne risque pas de ne pas le voir, sans doute la peur des accidents de chasse), pantalon de jogging Tacchini en excellent état lui aussi (dommage pour les ronciers) et aux pieds des très belles bottes Aigle (celles que l'on met pour faire du bateau).

Je n'ai encore rien vu. Le meilleur est à venir. Madame porte un ravissant bob aux couleurs d'automne, une veste saharienne de marque et surtout une culotte et des bottes de cheval. Pour marcher, il y a mieux... Cerise sur le gâteau, un ravissant petit sac à mains pend le long de son épaule.

Nous finissons par arriver au rendez-vous de chasse.

Or nous sommes une petite vingtaine à chasser sur ce territoire. Parmi nous, il y en a un, un seul, qui semble sortir de la France rurale du début du siècle. Casquette informe portée jusqu'aux oreilles, éternelle veste de bleu de travail datant d'une vingtaine d'années et rarement lavée, mégot aux lèvres continuellement éteint et rallumé... Michel est ce que l'on appelle une « gueule ». Homme de grand cœur, grand connaisseur de la faune, il est toutefois d'un premier abord un peu bourru... Et qui croise t'on en premier en arrivant ? Michel. Décidément, Saint-Hubert est coquin aujourd'hui. Les présentations sont faites. Isabelle fait de grands sourires. L'autre la regarde à peine et psalmodie un « bonjour » avant de s'effacer rapidement. Le regard

d'Isabelle à son mari est éloquent. L'air de dire « tu vois, je te l'avais bien dit, des boeufs et des machos ».

Une fois rentré à l'intérieur, elle change d'avis. Les gens présents sont non seulement très accueillants, mais on ne peut plus ordinaires.

Sur la table, pâté, rillettes, beurre et café. Nouvelle surprise pour notre jolie bobo anti-chasse, il n'y a pas d'alcool. L'un après l'autre, les chasseurs arrivent. Les discussions vont bon train. Dans cette grande plaine du bassin parisien, le gibier-roi est la perdrix grise. Ici, pas de chasse de groupe, mais uniquement devant-soi, seul, accompagné par son chien et éventuellement d'un ami. Les secteurs se répartissent dans un joyeux brouhaha.

Puis c'est le départ. Je décide d'attaquer sur le secteur le plus riche de la chasse. L'objectif est de montrer des oiseaux à mes deux invités. Mais cet endroit est loin d'être le plus joli du territoire.

C'est une vaste plaine céréalière monotone, sans arbres et traversée par des lignes haute tension. Les seules haies visibles ont été replantées sous les pylônes électriques par nos soins.

Autre détail, nous sommes fin novembre. Il a plu de façon ininterrompue depuis presque deux semaines. La terre est très humide et collante. D'autant plus, qu'elle vient d'être labourée.

Le chien est lâché. Malgré son âge, sa passion et sa fougue sont toujours présentes. Il commence à courir en lacets autour de nous.

Les premières compagnies de perdrix s'envolent. Hors de portée.

Si le décor de cette chasse pourrait être plus beau, ces oiseaux sont somptueux. Ils sont sauvages et méfiants. Leur vol est puissant. A la course, ils sont d'une rapidité incroyable. Prévoyant, j'avais emmené une paire de jumelles pour mes hôtes. Ils peuvent ainsi admirer à loisir ces superbes oiseaux.

Il se met soudain à pleuvoir. Sous chacune de nos bottes, un bon kilo de « terre amoureuse » est maintenant collée. De temps à autre, nous les secouons énergiquement afin de l'enlever. Mais quelques instants plus tard, une autre histoire d'amour débute avec de la nouvelle glaise.

Premier couac, les bottes de marin de Benoît ne le servent pas assez. Ainsi en remuant les pieds, elles s'en vont. A plusieurs reprises, il se retrouve en chaussettes dans les labours. Son pantalon Tacchini passe de la couleur jaune à un très joli « marron terre ». Je l'observe du coin de l'oeil, il le prend avec philosophie. Par contre, la situation commence à se détériorer du côté de Madame. Le bob kaki de grand couturier n'est pas imperméable. Peu à peu, il se transforme en une éponge informe. L'eau commence à passer dans ses cheveux. Sous l'effet de l'humidité, son sac à mains se déforme. Mais je dois le reconnaître, elle reste stoïque. Ni remarque, ni plainte pour le moment.

Nous prenons donc en chasse l'une de ces compagnies. C'est une chasse de vitesse. Au départ, les oiseaux prennent leur vol de très loin, puis se posent. Nous allons les relever. Nous courrons presque. Nouveau vol. Nouvelle pose. Au fur et à mesure, les gallinacés commencent à fatiguer. Ils répugnent de plus en plus à s'envoler, nous permettant d'approcher et éventuellement de tirer.

Cela fait donc trois fois, que nous forçons ces perdrix à prendre leur envol. La distance entre elles et nous se réduit. Pris par la chasse, cela fait une bonne vingtaine de minutes, que je ne fais plus attention à Benoît et à Isabelle. La pluie redouble.

Pris d'un pressentiment, je me retourne. Je les imaginai juste derrière moi. Ils sont loin, très loin. J'ai compris. Je siffle le chien. Il s'arrête. Surpris, celui-ci me regarde. Il ne comprend pas. Il semble me dire « on les tient ces sacrés perdreaux...pour une fois, ils sont coincés... tu ne vas quand même pas t'arrêter maintenant ? ». Nouveau sifflement, j'insiste. Il ne bouge toujours pas. Je tourne les talons et part retrouver mes invités. Le chien abandonne enfin sa résistance passive et accepte de me suivre.

Trempés, boueux, fatigués, mes amis ont reconnu avoir perdu leurs à-priori sur la chasse. Benoît a même avoué avoir ressenti une vraie excitation dans la poursuite de ces perdrix.

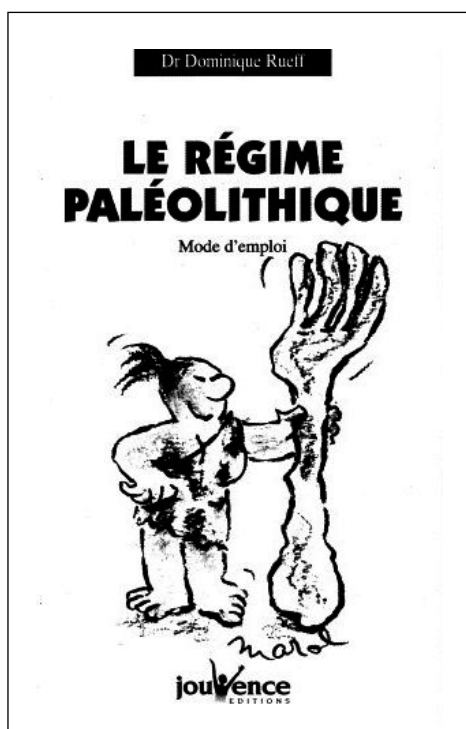
Franck WEBER.



Photo : Marc ROUGET

LE RÉGIME PALEOLITHIQUE

Avec l'arrivée de l'automne et la saison de chasse, la venaison arrive dans les cuisines où quelques membres de la famille, plus ou moins bien intentionnés en regard de l'activité cynégétique, ne manquent pas d'insinuer que la consommation de viande rouge sauvage ne serait pas bonne pour la santé. Amis chasseurs, ne craignez rien !... le Docteur Dominique RUEFF vous fournit des arguments à la pelle dans son petit livre décapant sur le « régime paléolithique »... Il montre que la consommation de céréales et de produits sucrés qui fait le malheur de trop de nos concitoyens, ne date que de la période



de sédentarisation des chasseurs cueilleurs, il y a quelques milliers d'années seulement. Rien ne prouve que l'alimentation crue et riche en protéines du néolithique ne soit pas celle qui nous convient le mieux car l'évolution de notre génome et donc de notre fonctionnement métabolique n'a probablement pas suivi les modifications récentes de nos pratiques alimentaires...C'est déjà sûr pour le Coca-cola !

A défaut de mammoth, mangez du sanglier, du cerf et du chevreuil en toute sérénité avec ceux qui traquent la macrofaune au petit matin dans les vallons tous échapperont à la dictature du sucre et à l'excès de graisses qui encombre la ceinture pelvienne de trop nombreux citadins condamnés à une activité hors-sol ! Vous entendrez dire encore quelques temps que les chasseurs sont « des attardés » mais vous, vous savez déjà qu'ils sont « en avance » !

Réf : Le régime paléolithique. Mode d'emploi
Dr D. RUEFF – Editions Jouvenance -2000
96 pages Format : 10,5 x 17,5 cm
Prix public : 4,90 €



MÉDITATIONS SUR LA CHASSE

Introduction de Louis-Gilles Francoeur

En ce début de XXI^e siècle, la chasse n'a pas bonne presse. Mais pourquoi donc l'Homme contemporain pratique-t-il encore cette activité immémoriale qui apparaît anachronique à certains? Le philosophe espagnol José Ortega y Gasset répond à cette question en explorant l'âme humaine et en révélant les pulsions profondes et identitaires qui animent le chasseur.

À l'instar des animaux, celui-ci, une fois dans la nature, devient l'homme en alerte qui retrouve le sens profond de sa place dans la cohorte des vivants. Pour y arriver, selon Ortega, le chasseur doit librement renoncer à la suprématie de ses moyens. Redevenir un noble prédateur passe donc par un dépouillement, voire une certaine austérité, sans laquelle l'humain se rebranche difficilement sur le plaisir profond de la chasse et la communion intime avec la nature. À l'animal prédateur, la chasse procure la nourriture, donc la vie. À l'homme elle propose une véritable expérience intérieure.

Considéré en Espagne comme le maître incontestable, le philosophe José Ortega y Gasset a connu une brillante carrière universitaire et internationale. Sa pensée occupe une position privilégiée dans la philosophie espagnole du XX^e siècle. Il était avant tout un pédagogue qui cherchait à influencer l'évolution sociale et politique de son pays. Il a laissé une œuvre considérable et fondé plusieurs institutions et fondations culturelles.

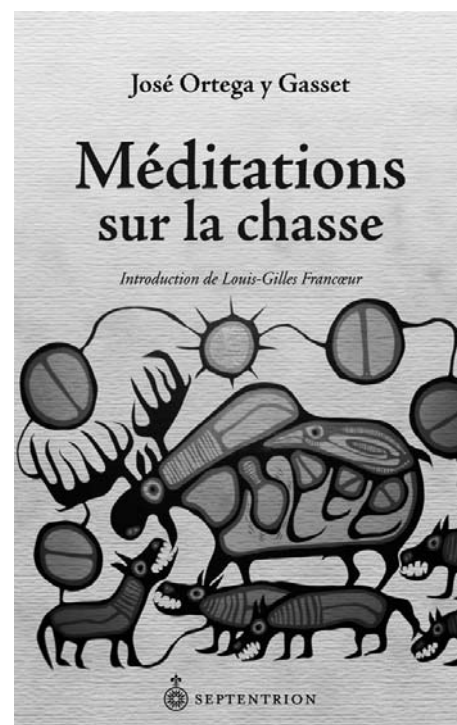
Récipiendaire de nombreux prix, le chroniqueur Louis-Gilles Francoeur commente et décrit l'actualité environnementale depuis plus de vingt-cinq ans dans les pages du quotidien montréalais Le Devoir. Défenseur de la biodiversité, amant de la nature et pourfendeur des pollueurs, Louis-Gilles Francoeur pratique aussi la chasse, la pêche et plusieurs autres activités de plein air.

Librairie du Québec

30, rue Gay Lussac - 75005 – PARIS

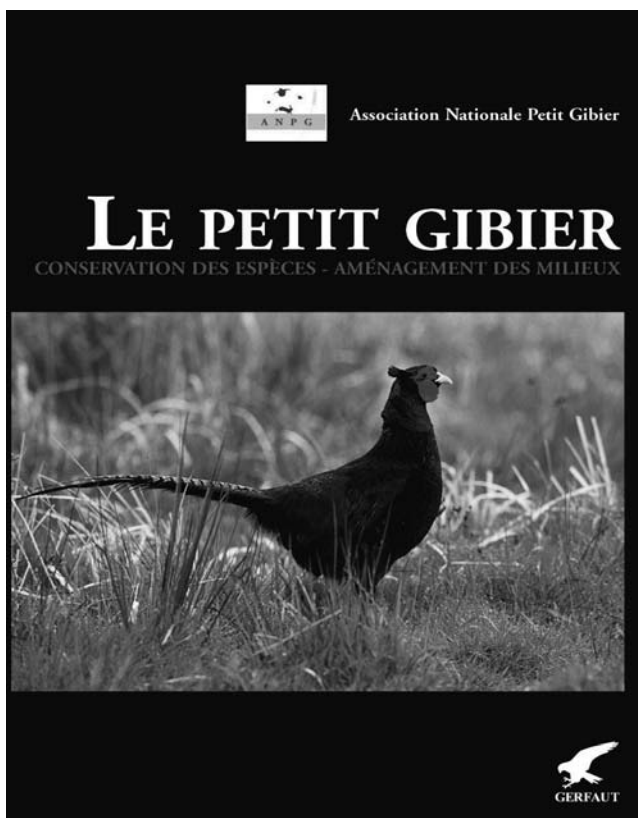
Tél. : 01 43 54 49 02

Prix 20 euros + frais de port.



LE PETIT GIBIER

L'espace agricole français a connu plus de bouleversements ces cinquante dernières années que pendant plusieurs siècles. Le petit gibier s'en accommode comme il peut, c'est-à-dire pour certaines espèces très mal voire pas du tout. Pour éviter sa disparition, l'A.N.P.G. travaille depuis plusieurs années à la vulgarisation et à la promotion de méthodes de gestion associant une agriculture soucieuse de la restauration et de la pérennité de l'environnement et une chasse utile, raisonnée et raisonnable. Ce livre, fruit de ces réflexions, est une aide précieuse pour mieux connaître cas par cas, comprendre, gérer et éventuellement chasser les différentes espèces de petit gibier. Il est aussi un magnifique panorama de notre petite faune sauvage, oiseaux, mammifères, proies et prédateurs et de son cadre de vie actuel et souhaitable. Plus de soixante superbes dessins animaliers lui confèrent une haute tenue esthétique. Un livre qui cumule utilité et agrément.



LES AUTEURS

Le docteur Gérard Pasquet président de l'Association Nationale Petit Gibier a dirigé la rédaction de cet ouvrage collectif auquel ont participé une vingtaine de rédacteurs tous membres de l'ANPG, fins connaisseurs des animaux décrits, pour beaucoup spécialistes professionnels de l'aménagement des territoires ou chercheurs en biologie environnementale ou animale, et naturellement tous chasseurs : une somme incontestable de compétences.

Les dessins sont de Dominique Gall, aujourd'hui, l'un des meilleurs illustrateurs animaliers français.

Prix TTC : 39,50 euros

Environ 320 pages couleur, nombreuses dessins animaliers et croquis d'aménagements en couleur.

THE BLACK BEAST

La Chasse à l'Arc du Sanglier

De juin à février, des images de chasse au sanglier avec pour seule arme, un arc et des flèches. Des images uniques et encore jamais vues de chasse à l'approche, à l'affût et en battue. Le sanglier, la "bête noire", est certainement l'animal qui lors d'une rencontre provoque la plus grande émotion. Il ne laisse aucun chasseur insensible et lorsqu'il cause des dégâts aux récoltes, il enflamme les esprits et devient un sujet brûlant...

Il aura fallu quatre années pour filmer ces images de chasse à l'arc. Ceci dans quatre départements différents avec toujours la même passion qui nous a poussés à chasser le mythique sanglier avec un arc. Chaque scène de chasse est authentique et filmée au plus près, pour vous faire vivre des actions de chasse intense.

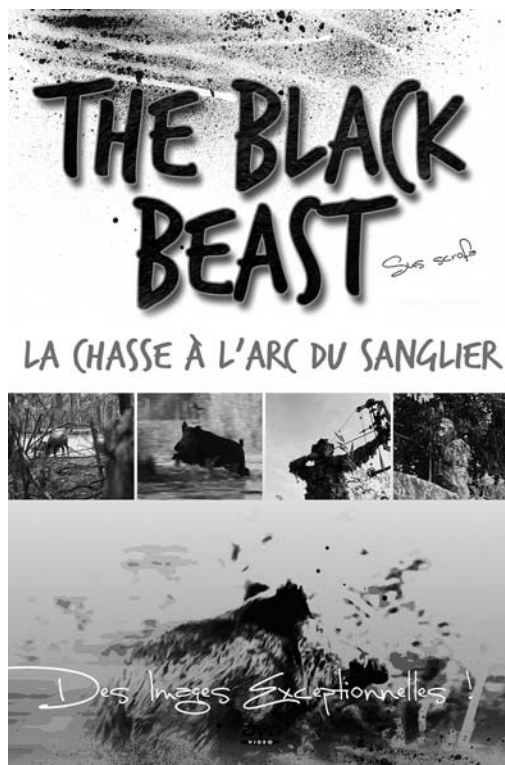
Ce film est avant tout, un moyen de donner aux chasseurs, l'envie de découvrir une autre chasse. Une chasse de contact, la chasse du sanglier avec un arc et des flèches.

DVD 4/3 - 60 mn environ - couleur - stéréo

Prix : 20 € + frais de port.

Disponible chez Rcom 01 69 80 03 40 ou sur le site

www.watch-as.com



PETITES ANNONCES

Chasseur recherche bracelets de chevreuils :
chasse à l'approche en tirs d'été ou
tirs de sélection en arrière saison.

De préférence dans un rayon de 150 kilomètres
autour de Paris.

Contact 06.09.17.50.01 – Stéphane DIEU



NOUS CONTACTER

Si vous avez des questions à poser, des informations à communiquer, des suggestions à formuler, des textes ou des sujets d'articles à proposer pour la Revue vous pouvez nous joindre, en vous adressant à :

NOM PRENOM	TELEPHONE	MEL	REGION
Bernard BACHASSON	04.50.46.32.14	bernard.bachasson@club-internet.fr	Rhône-Alpes (74)
Jean-Luc BOUCHERON	05.59.29.11.53		Aquitaine (64)
Simon CHARBONNEAU	05.56.67.34.09	scharbonneau@free.fr	Aquitaine (33)
Christian DAMENSTEIN	06.80.53.33.71	christian.damenstein@wanadoo.fr	Centre (72)
Elisabeth DE BAUDREUIL	02.47.24.16.77	baudreuil@aol.com	Pays de Loire (37)
Stéphane DIEU	01.47.85.63.45		Paris (75)
Marcel DELBOS	05.53.63.39.62		Aquitaine (24)
Joël DRUYER	01.34.87.65.76	joel.druyer@libertysurf.fr	Ile de France (78)
Jacques GELUS	04.75.63.06.52	j.gelus@planetis.com	Rhône-Alpes (26)
Jean HOUPIX	03.22.66.13.15		Bretagne (56)
Pascal KENTZINGER	03.88.69.61.23	pascal.kentzinger@wanadoo.fr	Alsace (67)
Christophe PRIVAT	05.61.31.07.88	christophe.privat@esa-purpan.fr	Midi Pyrénées (31)
Franck WEBER	01.34.59.03.48	Franckvalrie-weber@yahoo.fr	Ile de France (78)

Ou encore directement auprès de :

ANCER

1, rue de la Truite
78550 – HOUDAN
Tél. : 01 30 88 11 67
Mèl : ancer.asso@wanadoo.fr

Retrouvez l'ANCER sur internet : <http://assoc.wanadoo.fr/ancer/>

